

Subject Files Regarding Political and Security Matters  
POLITICAL AND SECURITY MATTERS  
C/POL/000 - Correspondence with Central Government in Leopoldville

5/9

01/10/1962 - 31/10/1962

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES 3-0735

BOX 1

FILE 5

ACC. DAG-13/1.6.1.0

DECLASSIFIED

C/Pol 000 Cest  
Gvt.

Notre réf: GVT/705/62

Léopoldville, le 16 octobre 1962

\*AFIN DE NOUS DONNER UN OUTIL DE PROPAGANDE SUR PLAN INTERNATIONAL ET NOYER LE TAPAGE FAIT PAR TSHOMBE AUTOUR DES DERNIERS ACTES POSES PAR LUI VOUS PROPOSE MESURES SUIVANTES POUR EXECUTION IMMEDIATE SI JUGEZ NECESSAIRE. DEPECHEZ A L'AEROPORT D'ELISABETHVILLE EQUIPE POUR L'IMMIGRATION-EMIGRATION-EQUIPE DEJANIER, EQUIPE SURETE NATIONALE. AVANT OU AUSSITOT APRES ANNONCER AVEC POMPE REOUVERTURE PLAINE D'ELISABETHVILLE AUX AVIONS DUMENT IMMATRICULES ET AUTORISES PAR AUTORITES DE LA REPUBLIQUE. SI POUVEZ ACCEPTER CETTE PROPOSITION ET LA FAIRE EXECUTER SANS DELAI VOUS ASSURE QUE VOUS AURIEZ BATU TSHOMBE UNE FOIS DE PLUS. NOTRE PRESENCE ICI ETRE FORT SALUTAIRE POUR LA REPUBLIQUE. ELLE MARQUE UN JALON IMPORTANT DANS RESORPTION SECESSION SUD-KATANGAISE. VOUS CONFIRME A CET EGARD MON MESSAGE VOUS PRIANT ENVOYER ICI REPRESENTANTS AFFAIRES ETRANGERES. SURETE NATIONALE. AFFAIRES INTERIEURES. AFFAIRES SOCIALES. DEFENSE NATIONALE ET QUARTIER GENERAL POUR FOULE DE RENSEIGNEMENTS INDISPENSABLES. CES EQUIPES POURRAIENT ETRE DIRIGES PAR UN HOMME DE POIGNE AU REFLEXE RAPIDE ET CAPABLE DES DEMENTIS A TOUTES SES DECLARATIONS. VOUS SUPPLIE ATTACHER BEAUCOUP IMPORTANCE A CES SUGGESTIONS. QUESTION AMNISTIE ETRE DE GRANDE IMPORTANCE AUSSI. NGALULA.\*



C/Pol 000 Cont Gvt

RG  
12/10

Notre réf: GVT/704/62

Léopoldville, le 15 octobre 1962

ELISABETHVILLE - Province du Katanga

Message du Ministre de l'Education Nationale, M. J. NGALULA

"PRIERE ME FAIRE SAVOIR SI VOUS ENVERREZ UNE  
DELEGATION GOUVERNEMENTALE INAUGURATION CE MERCREDI PONT  
LUBILASH OU SI PREFEREZ QUE J'Y ASSISTE. DANS CE DERNIER  
CAS VOUS SERIAS RECONNAISSANT ME TELEXER TEXTE DISCOURS QUE  
VOUS SOUHAITEZ VOIR PRONONCER CETTE OCCASION". NGALULA.

JB/1a



C/Pol 000Cent  
Gvt

GVT/701/62

Le 14 octobre 1962

ELISABETHVILLE - Province du Katanga.

Message du Ministre de l'Education Nationale, Mr. J. Ngalula.

Bien reçu votre message et vous remercie vivement pour vos amicales félicitations.

Vous confirme mon message 6 octobre 1962 qui ne me semble pas vous être parvenu. Par annonce fracassante de mesures qu'il a prises unilatéralement, Tshombé semble avoir gagné sur plan propagande. Vous conseille vivement tenir compte mon message paraît acceptable et aussi compromis pour prestation immédiate serment allégeance par primo Commandant en chef Gendarmerie Katangaise, ainsi que deux officiers au grade de Colonel. Gouvernement Katangais être prêt à signer ce deuxième compromis mais hésite fait que loi sur amnistie n'être pas encore annoncée. Tshombé jongle autour de la date prestation serment allégeance dans espoir de voir intervenir dépôt de la loi précitée. Vous prie comprendre mon sentiment de peur et vous supplie faire déposer ce projet de loi de préférence avant le 17 courant. Cette date avoir beaucoup de signification pour succès notre mission. Insiste sur ce projet de loi et surtout sur son dépôt avant le 17. Dans ces conditions notre Délégation aura plus d'arguments dans ses discussions futures.

En attendant cette date du 17 pouvez déjà faire état de cette initiative du Gouvernement de la République dans

.../...



le cadre du plan U Thant.

Voici texte mon message du 6 octobre 1962 :

"Il me semble que pour justifier non application programme de mise en oeuvre et du plan U Thant le Sud-Katanga avoir tendance à poser comme préalables

1- proclamation armistice

2- adoption constitution fédérale et

semble exiger constitution commissions devant discuter sur les deux questions ci-dessus. Il va de soi que ces nouvelles commissions ne sont prévues nulle part et que ceci constitue tout simplement manoeuvres dilatoires. Cependant, afin fermer la bec à ces gens vous propose soit une petite déclaration sur chapitre armistice, soit, vous le désirez déposer au parlement projet de loi sur ce dernier point. Cette proposition être faite uniquement pour enlever autorités Sud-Katanga le moindre dernier prétexte. De toute façon vous signale que leur position être toujours inchangée."

Ngalula.



C/Pol 000 Cent  
Gvt

Notre réf: GVT/700/62

Léopoldville, le 14 octobre 1962

Province de Katanga

Ci-dessous texte d'un message de M. le Commissaire spécial  
à Albertville pour M. le Ministre de l'Intérieur :

"MINISTRE GOUVERNANT - RVT CAB/221/256/A.113. INSTRUCTIONS  
EXECUTEES SEANCE PUBLIQUE ASSEMBLEE 28 SEPTEMBRE 1962. SANS SUPPLEANTS  
VALIDES ET APRES EXCLUSION CONSEILLER PROVINCIAL BASONGE MEMBRES  
ASSEMBLEE ETRE TRENTETINQ. MAJORITE ABSOLUE AVOIR ETE OBTENUE. VOTE  
CONFIANCE BUREAU ASSEMBLEE ET GOUVERNEUR AVOIR DONNE SEIZE VOIX POUR UNE  
VOIX CONTRE ET UN BULLETIN NUL. PROCES VERBAL AVEC MON RAPPORT  
AVIONNES CE JOUR. COMPOSITION GOUVERNEUR ETRE PRESIDENT PROSPER MWAMBA  
ILUNGA AUTRES MEMBRES ETRE JOSEPH NKULU GEORGES KATOMBE LADISLAS  
KITANTA JEAN CLAUDE YUMBA JOSAYA KAZADIKIKUMBI FLORIBERT KITOMBOLE  
FERDINAND TUMBA ET ISMAEL BANZA. DEUX POSTES RESERVES. PRESIDENT VOUS  
COMMUNIQUERA ATTRIBUTIONS LEO. COMSPECIAL OMACI."



C/POL 000 Cent Gvt

Léopoldville, le 14 octobre 1962

Notre réf: GVT/699/62

Province de Kivu

Ci-dessous texte du télégramme adressé au Commissaire général extraordinaire par le Président Gouvernement provincial Maniema (déjà communiqué par téléphone) :

"COMEXTRA BUKAVU NO. 31/CAB PRIERE RENFORCER EFFECTIF MILITAIRE POUR TERRITOIRES CONTESTES FIZIET SHOUNDA. SELON INFORMATION PROVENANCE TERRITOIRES INTERESSES DE PROMIRUHO MUNIS FUSILS ESSAIENT Y PENETRER CLANDESTINEMENT POUR INTIMIDER POPULATION AFIN DE TOURNER LEUR POSITION EN FAVEUR SOIT DISANT KIVU CENTRAL. COMPTE ENCORE UNE FOIS SUR VOTRE MMUTE AUTORITE BIENVEILLANTE. VOUS METS TOUJOURS EN GARDE ET AU COURANT CAR PLAINTES ET INFORMATIONS ME SONT TOUJOURS FORMULEES DE LA PART DES POPULATIONS TERRITOIRES VISES. CECI POUR PERMETTRE A CETTE POPULATION DE PRONONCER LIBREMENT LORS REFERENDUM. PRESIGOUPRO KANGA."





CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

Léopoldville, le 13 octobre 1962

N° 4604/62

*Aut. info* /CAB/P.M./

Objet :

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur ma lettre du 13 septembre dernier, N° 4165/62, par laquelle je vous ai invité à demander au Fonds Monétaire International de charger ses experts d'élaborer un programme pour l'unification de la monnaie du pays.

J'ai fait cette demande conformément au Plan de Réconciliation Nationale proposé par le Secrétaire Général par intérim. Je m'attends à ce que le Fonds Monétaire eût l'obligeance d'envoyer sans délai une commission à cette fin.

Jusqu'à présent aucune communication ne m'est parvenue m'informant des dispositions prises à cet effet. Par la présente je désire faire appel à vos bons offices pour réitérer ma demande auprès du Secrétaire Général. Mon Gouvernement considère l'unification de la monnaie selon la manière proposée par le Plan comme une partie essentielle de ce Plan et par conséquent se trouve dans l'obligation d'insister sur son exécution rapide.

Je vous prie de croire, Monsieur le Chargé de Mission, à l'assurance de ma haute considération.

Monsieur le Chargé de Mission  
des Nations-Unies au Congo

LEOPOLDVILLE

LE PREMIER MINISTRE

Cyrille ADOULA





CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

Léopoldville, le 13 octobre 1962.

N° 4602/62/CAB/P.M.

*Noted R14 20/10*

Objet :

Protestation de 12 pays membres  
de l'ONUC auprès de Mr. U THANT

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre GVT/629/62 du 27 septembre dernier faisant état de la protestation lancée auprès de Mr. le Secrétaire Général par douze correspondants accrédités auprès de l'ONUC.

A mon avis, le motif relevé semble être la raison essentielle mais je crois qu'il s'agisse aussi du déroulement des opérations du Plan de réintégration qui a été accepté par le Gouvernement Central en y relevant certaines observations d'une part et par le gouvernement provincial du Katanga d'autre part.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PREMIER MINISTRE



*Adoula*

Cyrille ADOULA.

A Monsieur le Chargé de la Mission  
des Nations-Unies au Congo  
LEOPOLDVILLE.





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

GVT/629/62

Le 27 septembre 1962

Cable reçu de New York en date du 25 septembre 1962

"Le Secrétaire général a reçu un cable signé par douze correspondants accrédités auprès de l'ONUC protestant contre ce qu'ils qualifient de politique systématique de silence des hauts fonctionnaires de l'ONUC en ce qui concerne les événements importants au Congo. Je suppose que ceci doit se rapporter, tout au moins en partie, au fait pleinement justifié de ne donner aucune information sur l'accident aérien jusqu'au moment où le rapport de la Commission d'enquête sera prêt et au refus de permettre aux journalistes d'interroger les membres de l'équipage en question.

Serais intéressé de savoir si vous estimez qu'il pourrait y avoir d'autres raisons pour cette protestation."





CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

*Sauv. by RRC - MR 26/10*  
Léopoldville, le 13 octobre 1962.

Nº 4612/62/CAB/P.M.

Objet :  
Mandat de Mr. MAHMOUD KHIARY

Monsieur le Chargé de Mission,

Me référant à votre lettre GVT/578/62 du 13 septembre dernier, au sujet de la mission de Mr. MAHMOUD KHIARY, j'estime quant à moi que les considérations dont vous faites état ne concernent que l'Organisation Internationale.

En effet, si le gouvernement congolais estime que les services de l'ancien Chef des Opérations Civiles sont indispensables à la République et souhaite son retour après un congé de détente dans son pays, les Nations-Unies se devraient d'examiner l'opportunité de revoir leur position vis-à-vis du mandat de Mr. KHIARY.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PREMIER MINISTRE



*Adoula*

Cyrille ADOULA.

A Monsieur le Chargé de la Mission  
des Nations-Unies au Congo  
LEOPOLDVILLE



C/Pol 000 Cent 62

CVT/698/62

Le 13 octobre 1962

STANLEYVILLE - Province orientale.

L'avion de l'Uganda est toujours ici (Stanleyville) et la situation du Représentant du Premier Ministre de l'Uganda et de son pilote devient sérieuse, étant donné qu'ils n'ont pas sur eux assez d'argent pour un long séjour ici.

Mr. Onyutta m'a également donné à entendre <sup>qu'il est très</sup> mécontent du traitement dont il a été l'objet, et qu'il compte en faire un rapport détaillé au Premier Ministre de l'Uganda.

Malheureusement nous ne disposons pas de fonds pour aider ces deux personnes, et je voudrais par conséquent répéter ma suggestion antérieure, tendant à ce que le Gouvernement central donne au Commissaire Extraordinaire l'ordre de relâcher immédiatement l'avion. Comme je vous l'ai déjà dit, Mr. Onyutta désire simplement rentrer chez lui, sans emmener aucun passager. Mr. Onyutta a câblé à l'Ambassade de Grande-Bretagne à Léopoldville, sans avoir reçu de réponse jusqu'ici.



GVT/697/62

Le 13 octobre 1962

ELISABETHVILLE - Province du Katanga.

Message du Ministre de l'Education Nationale, Mr. J. Ngalula,  
en date du 12 octobre 1962.

La Délégation gouvernementale a entendu avec surprise sur les antennes de la radio provinciale d'Elisabethville la déclaration que Monsieur Moïse Tshombe a remise le 11 octobre 1962 au Corps consulaire établi à Elisabethville.

Dans cette déclaration, le Président Sud-katangaïse s'est acharné contre le Gouvernement Central qu'il accuse, une fois de plus, de s'être soustrait à l'obligation qui incombe d'établir "un régime constitutionnel réellement fédéral".

Et Monsieur Tshombé de poursuivre :

"Le refus de discuter et le refus de communiquer le projet de constitution fédérale témoigne clairement de la politique suivie par le Gouvernement Central dans l'exécution du plan des Nations Unies."

Au moment où, dans le cadre du plan U Thant et du programme de mise en oeuvre qui en découle, les commissions

.../...



poursuivent leurs travaux à Elisabethville, il est regrettable de constater que le Président du Sud-Katanga se livre d'une manière systématique, et en violation des conventions conclues entre les deux délégations et approuvées par lui-même, à des attaques et à des procès d'intention qui, il est vrai, ne peuvent avoir pour conséquences inévitables que détériorer l'atmosphère des travaux et d'en compromettre gravement la suite.

La Délégation gouvernementale tient à préciser :

- 1) que l'établissement d'un régime constitutionnel relève non pas de la compétence du pouvoir exécutif mais bien du pouvoir législatif qu'est le parlement national, au sein duquel siègent d'ailleurs des représentants du régime d'Elisabethville;
- 2) que le devoir du pouvoir exécutif central dans le cadre du plan U Thant était de faire appel aux experts constitutionnels en vue de la rédaction d'un avant-projet de constitution fédérale, de soumettre à ces experts toute la documentation en sa possession, et de présenter ce projet au parlement national.

Afin d'associer toutes les institutions du pays, tous les groupements politiques et en un mot toutes les couches de la population, le Gouvernement Central n'a cessé, depuis le 29 juillet 1962, de solliciter à l'intention des experts les suggestions de chacun et de tous.

Comme toutes les autres régions de la République, le Sud-Katanga a bien eu le temps de soumettre ses suggestions sans compter le fait qu'au mois de janvier dernier, le Gouvernement du Sud-Katanga avait déjà dépêché auprès de la commission constitutionnelle créée à l'époque par



le Gouvernement Central, un représentant en vue de faire entendre le point de vue du Sud-Katanga sur la future constitution fédérale. Tout cela, inutile de dire, a été soumis aux experts constitutionnels de même que d'autres documents ultérieurs que le Gouvernement d'Elisabethville a adressés directement ou indirectement aux autorités centrales.

3) que la loi fondamentale qui régit encore le Congo, n'en déplaise au Président sud-katangaïse, prévoit en ses articles 98 à 101 notamment une procédure légale pour l'adoption de la constitution définitive du pays ; cette procédure donne à toutes les entités politiques du pays le droit non seulement de discuter le projet soumis, mais aussi d'y apporter des amendements.

Le Président Sud-katangaïse pourrait-il apporter la preuve que le pouvoir central a violé ces dispositions légales ? Pourrait-il davantage justifier l'accusation qu'il porte contre le Gouvernement central à ce sujet ?

4) qu'il est navrant de voir que le Président sud-katangaïse ne cesse d'induire en erreur l'opinion publique en général, et katangaïse en particulier, et cette fois encore en prétendant que le Gouvernement central aurait refusé de communiquer l'avant-projet de constitution fédérale élaboré par les experts de l'ONUC.

A ce sujet je voudrais signaler à l'intention de l'opinion publique que les présidents du Gouvernement et de l'Assemblée provinciale du Sud-Katanga ont comme toutes les autorités constituées, reçu du Gouvernement central l'invitation d'être pour le 15 au plus tard à Léopoldville en vue de recevoir des mains du Gouvernement central, et d'une manière officielle, un exemplaire de l'avant-projet de constitution. La Délégation gouvernementale espère que Monsieur le Président Tshombé ainsi que le Président de l'Assemblée d'Elisabethville répondront favorablement à cette invitation fraternelle.



Pour jeter la poudre aux yeux de l'opinion et tenter, une fois de plus, de se soustraire à l'application intégrale et loyale du Plan U Thant, le Président sud-katangaïse s'est précipité la veille de l'arrivée de Monsieur Gardiner, évidemment : d'annoncer avec fracas des mesures qui sont loin de celles préconisées au Plan U Thant et de son programme de mise en oeuvre, et qui ont été prises unilatéralement sans l'accord des commissions.

Revenons maintenant aux travaux des commissions :

Le Gouvernement sud-katangaïse prétend avoir fourni et fournir aux commissions toutes les informations relatives aux devises et aux revenus publics du Katanga, mais ne dit mot, et pour cause, en ce qui concerne la commission militaire.

La délégation gouvernementale tient à préciser que depuis près de trois semaines que les travaux des commissions ont commencé le Gouvernement sud-katangaïse se refuse systématiquement d'admettre le mandat conféré à nos commissions par le plan qu'il avait d'ailleurs librement accepté. Cette situation a donné naissance de sa part à toutes sortes de manœuvres dilatoires.

En ce qui concerne les informations à fournir aux commissions, la délégation gouvernementale les a, à plusieurs reprises vainement réclamées verbalement. En désespoir de cause elle s'est décidée de réclamer ces informations par écrit (voir lettre du 3/10/1962).

La réponse du Gouvernement katangaïse, No: 11/520, datée du 5 Octobre 1962, témoigne à suffisance de son refus caractérisé de fournir ces informations sans lesquelles les travaux des commissions ne pourront aboutir. Cette lettre comme beaucoup d'autres en notre possession prouve que le Gouvernement sud-katangaïse entend non pas d'appliquer le Plan U Thant qu'il l'avait accepté mais plutôt de le discuter et de l'interpréter dans un sens unilatéral et favorable à son point de vue personnel.

Je pose publiquement les questions suivantes au Président sud-katangaïse :

a) Commission Militaire

Quelle est la réponse précise et constructive qu'il a donnée au 1er et 2ème points de la note jointe à ma lettre du 3/10/1962 et relative à la commission militaire ?

b) Commissions des devises

Quelle est la réponse qu'il a donnée à ma note du 8/10/1962 lui a été remise en sa résidence et en présence de Monsieur Mathu, représentant de l'ONUC au Katanga ?

Revenons à la Commission militaire.

Depuis le 21/9/1962, la délégation gouvernementale ne cesse de proposer au Gouvernement sud-katangaïse des mesures concrètes en réalité pour un cessez-le feu immédiat dans le nord-katanga. Est-ce à chercher par tous les moyens la réconciliation nationale dans le ligne du plan des Nations Unies" comme le prétend le



.../...

Président sud-katangaïse, que de demander à la délégation gouvernementale de la commission militaire d'accepter la réoccupation du nord Katanga par la Gendarmerie Tshombiste ?

Est-ce un signe de détente du Gouvernement sud-katangaïse que de continuer :

a) A miner les environs de la ville d'Elisabethville avec tous les dangers que cela comporte pour la vie des populations environnantes ?

b) A miner les routes conduisant à Jadotville par exemple, avec toutes les pertes de vies humaines de katangaïse et katangaïses que ces pièges ne cessent de produire depuis le weekend dernier et qui n'ont été communiquées au public ni par la radio-katangaïse, ce qui est grave, ni par la presse locale ?

Pourquoi ce autisme ? Combien de temps le Gouvernement sud-katangaïse pense-t-il continuer ainsi à se masquer de l'opinion publique katangaïse et mondiale ?

c) A engager des mercenaires, à importer des armes, à construire des nouvelles plaines d'avion camouflées, aux objectifs militaires pendant que la masse katangaïse, contrairement à la propagande tapageuse, reste soumise à la misère et à un niveau de vie scandaleusement disproportionné aux revenus du pays ?

d) A envisager l'attaque d'Albertville par des mercenaires qui ne cessent d'affluer à Baudoinvillie et à Mitwaba ?

Après cette énumération non exhaustive on est en droit de se demander où et qui tire les manœuvres contre l'exécution du Plan U Thant et contre la réconciliation nationale ?

Monsieur le Président Tshombe a-t-il lu le procès-verbal de la commission des devises par exemple, qui siégeait au moment où il faisait au corps consulaire sa déclaration précitée ?

Enfin, la délégation gouvernementale regrette d'avoir été amenée à faire cette mise en point rendue nécessaire par l'entêtement des autorités sud-katangaïses de ne pas respecter la consigne adoptée de commun accord pour ne pas inutilement compromettre les travaux des commissions. Elle espère aussi voir les autorités sud-katangaïses apporter aux travaux des commissions non seulement les renseignements précis que celles-ci attendent, particulièrement la commission militaire et celle des devises, mais aussi la correction élémentaire et la sincérité sans lesquelles il est impossible d'espérer un résultat positif.

En tout état de cause, la délégation gouvernementale se réserve le droit de considérer la déclaration du Président Tshombe au corps consulaire comme n'étant



.../...

- 6.

unilatéralement fin aux travaux actuels des commissions.

Fait à Elisabethville le 12 Octobre 1962

---

Joseph NGALULA  
MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE



RÉPUBLIQUE DU CONGO



Cabinet  
du Premier Ministre

C/POLOOO

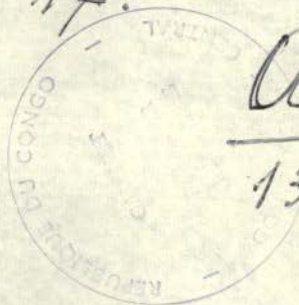
Gent Gv

Message pour M. Ngabula.

Des vives félicitations malgré mes  
regrets de vous voir quitter le gouver-  
nement pour votre nouveau poste  
de Président provincial du Sud-  
Kasai stop. D'accord ~~sur~~ sur  
le contenu de la réponse à  
M. Tshombe stop. D'accord pour  
la rupture mais ~~pour~~ en  
respectant le délai fixé  
par le Plan. J'espère vous  
revoir le 17.

Aboula

13. 10. 62.





INDICATE  
PRECEDENCE

L T F

S V C

Service

F F F F

Routine

S S S S

Priority

PRIORITY

NATIONS

X

Priority Nations traffic  
is strictly limited.

N R

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY NATIONS

Address es)

O NUC ELISABETHVILLE

13 OCTOBER 1967

(TEXT &amp; SIGNATURE)

insert prefix (S) or number as required

USE DOUBLE SPACING

EV- 1114

MATHU FROM BACK

FOLLOWING MESSAGE FOR NGALULA FROM PRIME MINISTER ADOULA QUOTE  
 MES VIVES FELICITATIONS MALGRE MES REGRETS DE VOUS VOIR QUITTER LE  
 GOUVERNEMENT POUR VOTRE NOUVEAU POSTE DE PRESIDENT PROVINCIAL DU  
 SUD KASAI. D'ACCORD SUR LE CONTENU DE LA REPONSE A M. TSHOMBE.  
 D'ACCORD POUR LA RUPTURE MAIS EN RESPECTANT LE DELAI FIXE PAR LE  
 PLAN. J'ESPERE VOUS REVOIR LE DIX SEPT (17). UNQUOTE

T. O. R.

T. O. D.

BY :

Drafted by

Authorized

Date

Jean Back



C/POC ou Cent But

GVT/696/62

Le 13 OCTOBRE 1962

ELISABETHVILLE - PROVINCE DU KATANGA

Lettre de Monsieur Ngelula en date du 12 octobre No. SR/1297/MV

Monsieur le Ministre,

"Au moment où tous nos efforts tendent vers la conclusion d'un cessez-le-feu, l'armée nationale congolaise a attaqué la Gendarmerie katangaïse dans la région de Lenge ce jour, vendredi 12 Octobre à partir de 7 heures.

L'Armée nationale a d'abord ouvert le feu par des tirs de mitrailleuses lourdes de 7 heures à 8.30 heures et a continué son attaque jusqu'à 11 heures.

Le Gouvernement du Katanga proteste avec la dernière énergie contre ces attaques des troupes d'invasion qui tendent à prouver que le Gouvernement de Léopoldville ne désire nullement aboutir à une réconciliation nationale, et ce au moment où le Katanga centre tous ses efforts et les prouve par des actes, pour la réalisation du plan des Nations Unies.

Salutations".

---

Inutile de dire que c'est une manœuvre pour avoir des arguments et justifier non application du plan U Thant et en rejeter responsabilité sur Gouvernement central. Propose texte suivant comme réponse :

"J'accuse réception de votre lettre. Je regrette de ne pouvoir souscrire aux accusations, toutes inventées, que vous portez injustement contre l'ANC.

Il y a quelques jours vous accusiez l'ANC d'avoir attaqué dans la région de Kongolo alors que celle-ci n'avait fait que se défendre contre les agressions de la Gendarmerie katangaïse. Les enquêtes menées à ce sujet le prouvent à suffisance.

.../...



D'autre part, je sais de source digne de foi les concentrations des troupes de la Gendarmerie parmi lesquelles de nombreux mercenaires qui s'effectuent aux abords d'Albertville et, depuis quatre jours, à près de 500 mètres des positions de l'ANC dans la région de Lenge.

Alors que le Plan U Thant interdit tout mouvement de troupes, la Gendarmerie katangaise poursuit sa marche vers les régions du nord que vous savez ne plus dépendre de votre gouvernement.

Le même mouvement de la Gendarmerie katangaise est signalé dans la région d'Elisabethville où deux bataillons venant de Jadotville et de Kolwezi ont récemment pris position aux abords d'Elisabethville.

Je ne dirai rien des mines que votre Gendarmerie continue à poser (ni de renforts en armes et munitions que vous importez par Ndola.

Je sais que pour les besoins de la cause, il est facile de rejeter sur l'ANC les responsabilités qui vous incombent, dans le but inavoué de justifier la non-application loyale du plan U Thant.

Toutefois, afin de mettre fin à cet état de choses, je vous ai soumis, dans le cadre de la commission militaire, des propositions concrètes pour un cessez-le-feu immédiat au Nord. Vous avez rejeté ces propositions et l'on peut se demander si tout ceci ne s'inscrit pas dans le cadre d'un plan préconçu consistant à accuser les autres des faits dont on est soi-même la cause.

Aussi, permettez-moi de vous rappeler que le Ministre Adoula vous a invité depuis plus de deux mois et pour prouver votre désir sincère de paix et de réconciliation nationale de retirer toutes vos troupes des régions du nord-Katanga. J'aimerais connaître la réponse qu'il vous a plu de réserver à cette lettre. "

Vous confirmez mon dernier message. Sommes arrivés au point de saturation. Ce moment être plus propice pour rompre avant que le Katanga ne trouve d'autres astuces. Réponse urgente obligerait.

Signé NGALULA



C/PoL000  
Cent Govt.

GVT/695/62

Le 13 octobre 1962

Le "American Committee for Aid to Katanga freedom fighters" (Comité américain d'aide aux combattants pour la liberté du Katanga) a publié ce soir 11 octobre le communiqué suivant :

"Un memorandum secret révèle le plan élaboré par le Secrétariat des Nations Unies pour traiter le problème du Katanga."

Le communiqué indique que ce document a été obtenu "à une source à l'intérieur de l'Organisation des Nations Unies" et que "son authenticité ne fait pas l'ombre d'un doute".

En voici le texte :

"Aide-mémoire du 1er octobre 1962, secret :  
Le Comité consultatif pour le Congo, composé des 17 pays qui ont mis des contingents de leurs troupes à la disposition de l'opération des Nations Unies au Congo, se réunira au cours de la semaine commençant le 8 octobre pour examiner un rapport du Secrétaire-Général sur la situation au Congo. Le Secrétaire-

.../...



Général fera connaître au Comité que le plan de conciliation a échoué. Le Comité suggérera alors un ajournement d'une semaine, à l'issue de laquelle le Secrétaire-Général convoquera le Conseil de Sécurité. (NB : Zorine, le Représentant de l'UNSS, est Président du Conseil de Sécurité pour le mois d'octobre.) Aucune mention ne sera faite de ce que Adoula ne s'est pas montré disposé à accepter un compromis et qu'il a refusé de transmettre à Tshombé le projet de constitution ; le Représentant de Ceylan présentera une résolution qui est en cours de rédaction et qui :

- 1- constatera l'intransigeance de Tshombé ;
- 2- réaffirmera la décision de l'ONU de réaliser l'unité du Congo ;
- 3- notera la présence continue de mercenaires dans la gendarmerie katangaise ;
- 4- ordonnera aux forces d'occupation de l'ONU de s'assurer du contrôle des centres miniers et des postes frontières ;
- 5- demandera au Gouvernement belge de rappeler tous les techniciens belges, de cesser de payer sa quote-part de la rémunération de tout administrateur ou technicien qui refuserait de quitter le Katanga, et d'obliger les entreprises minières de verser toutes les taxes, au paiement desquelles elles sont tenues, au Gouvernement Central ;
- 6- demandera au Gouvernement belge de suspendre tous les vols de la Sabena à destination du Katanga, obligeant tous ceux qui désirent s'y rendre à passer par Léopoldville.

Cette résolution se heurtera, au sein du Conseil, au veto de la Grande-Bretagne et peut-être aussi à celui de la France. Dans ces conditions cette résolution sera soumise à l'Assemblée Générale où elle sera adoptée sans grande opposition.



Le Commandement des Forces de l'ONU a élaboré trois plans d'action militaire au Katanga :

A- Action aérienne contre les points devant être occupés, en particulier le centre minier clef de Kolwezi et les postes frontières. Cette action serait accompagnée de bombardements préalables des garnisons katangaises pour éteuifier toute velléité de contre-attaque. (NB : les Nations Unies viennent d'établir au Congo un commandement aérien placé sous les ordres d'un officier indien.).

Comme par le passé, les Etats-Unis se jugeront liés par les décisions de l'ONU et fourniront les avions de transport nécessaires et, par la suite, des hélicoptères.

La principale difficulté qui pourrait s'opposer à l'exécution de ce plan serait une initiative katangaise pour rendre inutilisables les terrains d'aviation au moyen de barrières, de mines, de démolition des pistes, etc... Le commandement des Nations Unies est d'avis que cette difficulté peut être surmontée par l'utilisation d'hélicoptères. Dans l'esprit du commandement de l'ONU, ce plan présente trois points faibles :

- 1- la difficulté de maintenir pendant une période indéfinie des positions conquises au milieu d'une population hostile ; risque de pertes considérables au sein des forces de l'ONU.
- 2- le fait que les forces de l'ONU sont probablement insuffisantes pour une campagne de cette envergure ;
- 3- Le doute qui plane sur l'attitude de la Fédération de Rhodésie et de l'Angola.

Les Nations Unies affirmeraient qu'elles ne se proposaient pas d'intervenir dans la production du Katanga, mais



simplement de la contrôler. Aucune exportation ne serait autorisée au départ du Katanga, sauf moyennant paiement des revenus estimés dus au Gouvernement Central.

B- Ce plan serait une version limitée du plan A, prévoyant uniquement l'occupation des postes frontières.

C- Aux termes du troisième plan, l'ONU limiterait ses opérations au bombardement des voies de communication (routes, viaducs, tunnels, voies ferrées, etc...). L'on tenterait de diminuer l'effet contraire, qu'une telle action aurait sur l'opinion publique, en insistant sur le fait que l'on choisirait pour la mener des régions inhabitées, réduisant ainsi les dommages à la population civile. (Herbert F. Weiss a suggéré le plan C au Département d'Etat et, partant, aux Nations Unies).

Le Commandement des Nations Unies considère que le plan C a l'avantage de bloquer les exportations du Katanga sans nécessiter un grand déploiement de forces, et sans comporter le risque de combats sur une grande échelle avec la Gendarmerie katangaise. Le Commandement des Nations Unies désire éviter des pertes de vies humaines, dans les rangs des forces de l'ONU, notamment au sein des contingents fournis par l'Irlande et la Suède, qui seraient tentés de ré-examiner leur appui aux forces de l'ONU s'il devait y avoir beaucoup de victimes parmi les leurs.

Le Commandement de l'ONU estime qu'il faudrait jusqu'à six mois pour remettre en état les voies de communication, après quoi, si le Katanga n'avait pas capitulé dans l'intervalle, la même opération pourrait être recommencée. Le Commandement des Nations Unies trouve cependant que le plan C laisse à désirer sur deux points :

1- Il n'en résultera aucune rentrée de fonds pour le Gouvernement Central ;

2- si ce plan met fin aux exportations, il empêchera également les importations, y compris



celles de produits alimentaires indispensables. Tshombé pourrait proclamer que les Nations Unies essaient d'affamer les populations du Katanga, et les sentiments pro-katangaïens pourraient s'intensifier.

D'une manière générale, les Nations Unies reconnaissent que les bombardements ne sont pas populaires. Il est entendu que chaque action des Nations Unies serait appuyée par une action simultanée des troupes du Gouvernement Central dans le Nord du Katanga. Selon les services de renseignements de l'ONU, l'Armée du Gouvernement Central compte maintenant avec des effectifs de 15.000 hommes dans les zones frontalières de cette région. Les troupes indiennes, stationnées au Katanga, comptent à elles seules 4.000 hommes.

La mission du Sous-Secrétaire d'Etat, George Mc Ghee, qui se trouve actuellement au Congo, a échoué. Il n'a même pas réussi à persuader Adoula d'envoyer à Tshombé le texte du projet de nouvelle constitution. Le Département d'Etat est d'avis qu'il a très peu de chance de réussir à faire céder Tshombé sur toute la ligne. Washington souhaiterait mettre sur pied une solution de compromis ; mais le Département d'Etat a fondé sa politique sur l'ONU et ne s'écartera en aucune circonstance des obligations que lui crée une décision de l'ONU.

Jonathan Dean, qui a remplacé Hoffacker à Elisabethville, estime qu'il est possible d'amener Tshombé à faire un geste grandiose, par exemple de verser au Gouvernement Central une somme considérable d'argent comme garantie d'un accord ultérieur sur le partage des impôts et des redevances.

La chronologie de l'action au Katanga a été établie de la manière suivante :

- 1- Semaine commençant le 8 octobre : U Thant présente son rapport au Comité consultatif.
- 2- Semaine commençant le 15 octobre : ajournement sous prétexte d'avoir la réaction de Tshombé.



3- Semaine commençant le 22 octobre : séance du Conseil de Sécurité. Les Représentants soviétiques demanderont que le Conseil prenne une décision avant l'expiration du mandat de Zorine comme Président du Conseil. Cependant, les américains essaieront de trainer la discussion en longueur pour éviter qu'une décision soit prise par le Conseil avant les élections américaines du 6 novembre. Le Président Kennedy craint en effet les effets d'une telle décision sur l'opinion publique américaine, mais estime qu'il aura les mains libres à partir du 7 novembre.

Les contingents indiens au Congo ont, dès maintenant, reçu l'ordre de se tenir prêts à l'action à partir du 12 novembre."

George Shuyler, Président en exercice du Comité américain pour la Katanga, déclare :

"Ceci amènera la guerre, à moins qu'on ne puisse arrêter U Thant."





MINISTRE DU TRAVAIL  
ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE

CABINET DU MINISTRE

Léopoldville, le 12 octobre 1962.-

N° 02/256/CAB.-

*put 741*

Monsieur le Chargé de Mission  
de l'ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES AU CONGO " ONUC."

LEOPOLDVILLE

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur de vous demander de pouvoir assurer le transport aérien de notre Chef de Cabinet, M. ONYA Albert et de M. OMOLE Basile, tous deux, chargés d'une mission importante dans la Province de SANKURU.

La situation politique de la région nécessite la présence d'une autorité ayant une longue expérience des affaires.

La Conférence des Gouvernements Provinciaux qui débutera lundi prochain à Léopoldville, ne nous permet pas de rejoindre le SANKURU.

Espérant que le nécessaire sera fait en faveur des intéressés, veuillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'expression de mes sentiments de très haute considération.



LE MINISTRE,

*[Signature]*  
A. DIUMASUMBU



MCL/IBY.-

RÉPUBLIQUE DU CONGO



GOUVERNEMENT CENTRAL  
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Léopoldville, le 12 octobre 1962.

*ML 19/62*

(1) N° CAB/221.00/1849/UN.02

Réf. n° :

Annexe :

Objet

Séance ouverture  
conférence des Présidents  
Provinciaux.-

A Monsieur Robert GARDINER  
Chef de l'Opération Civile  
au Congo  
à LEOPOLDVILLE/KALINA

Monsieur le Chef de l'Opération Civile,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la séance d'ouverture relative à la conférence dont question ci-dessus aura lieu le mardi 16 courant dans la salle des fêtes du Zoo à 10 heures du matin.-

Je vous saurais gré de bien vouloir assister à cette séance d'ouverture au cours de laquelle le Premier Ministre, Monsieur Cyrille ADOULA prononcera le discours inaugural.-

Je profite de cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.-



(1) Rappeler dans la réponse la date et le numéro.



# ROUTING SLIP

TO

Mr. Gardiner

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

F. y. i. attached letter  
written to extricate  
Mr Tietard of Katanga  
Red Cross who was  
arrested by the Sûreté on  
his arrival from Brussels  
on 12 October.

DATE

12/10

FROM

Marcella



Ref 19/6

Le 12 octobre 1962

Cher Monsieur Kahamba,

Suite à notre conversation téléphonique, J'ai le plaisir de vous confirmer que lors d'un entretien qu'il a eu avec le Délégué du Comité international de la Croix Rouge à Léopoldville, le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo, Monsieur Gardiner a déclaré qu'il serait très heureux de rencontrer Monsieur Tietard si ce dernier avait l'occasion de passer à Léopoldville, afin de s'entretenir avec lui des problèmes intéressant les Nations Unies et la Croix-Rouge.

Veuillez agréer, Cher Monsieur Kahamba, l'assurance de ma haute considération.

Z. F. MARCELLA  
Conseiller juridique  
O N U C

Monsieur Joseph KAHAMBA  
Directeur de la Chancellerie  
Ministère des Affaires Etrangères  
LEOPOLDVILLE



N/réf : GVT/694/62

Léopoldville, le 12 octobre 1962

CESSEZ-LE-FEU.

Les soussignés, Joseph Ngalula, représentant le Gouvernement Central de la République du Congo, et Joseph Yav, représentant le Katanga, se mettent d'accord, sous la garantie de l'ONU, représentée par Monsieur Eliud W. Mathu, pour un cessez-le-feu immédiat entre l'Armée Nationale Congolaise et la Gendarmerie Katangaise dans le Nord Katanga, dans les conditions spécifiées ci-après :

- 1) Arrêt de tout mouvement de troupes Armée Nationale Congolaise / Gendarmerie Katangaise au Nord Katanga.
- 2) Jusqu'à l'intégration effective de la Gendarmerie Katangaise dans l'Armée Nationale Congolaise, les troupes ANC/Gendarmerie Katangaise conservent leurs positions actuelles au Nord-Katanga.
- 3) Les deux parties se mettent d'accord pour que l'ANC et la Gendarmerie Katangaise dans le Nord-Katanga ne soient approvisionnées par aucun moyen en armes et en munitions.

.../...



- 4) Le ravitaillement des troupes ANC et Gendarmerie Katangaise dans le Nord-Katanga, en vivres, médicaments et carburants par leurs propres moyens sous le contrôle des Nations Unies.
- 5) Suppression des barrages de l'ANC et de la Gendarmerie Katangaise dans le Nord-Katanga.
- 6) Restitution des militaires katangais détenus par le Gouvernement Central et des militaires congolais détenus par le Gouvernement du Katanga.
- 7) Les deux parties se mettent d'accord pour ne pas augmenter l'effectif de leurs troupes dans le Nord-Katanga par aucun moyen.
- 8) Pour assurer l'exécution des dispositions précédentes, les deux parties conviennent de la création immédiate de groupes tripartites d'observateurs. Ces groupes seront composés de représentants du Gouvernement Central, du Gouvernement du Katanga et des Nations Unies en nombre égal. La composition de ces groupes ne doit excéder un total de 21 personnes, à l'exclusion du personnel de transport nécessaire qui sera fourni par l'ONU. Ces groupes d'observateurs exerceront leurs activités sans restrictions, par voie terrestre ou aérienne, partout dans le Nord-Katanga.
- 9) Cet accord entrera en vigueur immédiatement après sa signature. Il restera en vigueur jusqu'à l'intégration effective de la Gendarmerie Katangaise dans l'ANC, selon les dispositions du plan de réconciliation nationale.



C/Pol 000 Cent Gvt

Léopoldville, le 12 octobre 1962

Notre réf: GVT/692/62

M, le Ministre Ngalula nous prie de vous transmettre, ainsi qu'à M. le Ministre de la Défense national, le message suivant :

"DE SOURCE DIGNE DE FOI LES KATANGAIS ENVISAGENT LA PRISE D'ALBERTVILLE DANS LES TOUT PROCHAINS JOURS. PLUSIEURS BATAILLONS ET UN GRAND NOMBRE DE MERCENAIRES APPUYES PAR ARMEMENT LOURD ETRE ACTUELLEMENT APPRETES A CETTE FIN. DANS ELISABETHVILLE MANOEUVRES ENCERCLEMENT TROUPES ONUC SE POURSUIVENT. OBJECTIF DES KATANGAIS SEMBLE ETRE D'ABORD PRISE AERODROME EVILLE PUIS ANEANTISSEMENT FORCES ONU QUI SERAIENT ADORS ISOLEES DU RESTE DU PAYS. INTENTIONS BELLIGEREUSES SUD-KATANGA ETRE EVIDENTES. VOUS RENOUVELLE NOS ENTRETIENS DE LEO VOUS ASSURE QUE LES PROCHAINES SEMAINES SERONT DECISIVES DANS L'AFFAIRE SUD-KATANGAISE NGALULA."



GVT/691/62

Le 12 octobre 1962

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants dont je suis certain que vous jugerez opportun de leur donner, dans le plus bref délai, la suite qu'ils comportent.

Monsieur Paul Edmond Stordeur, recruté par le Siège de l'Organisation comme Professeur de Droit et d'Administration sociale, est arrivé à Léopoldville le 7 octobre à 6 heures 40, par avion de la Sabena pour y assumer ses fonctions. Alors que les autorités d'immigration traitèrent Monsieur Stordeur avec la plus entière courtoisie - il est porteur du laissez-passer No. 29164 de l'ONU sur lequel est apposé le visa spécial congolais No. 23 d'une validité d'un an - Il se heurta à la douane à de sérieuses difficultés à propos d'un appareil radio transistor et d'une caméra de cinéma (ELMO 8 mm) de sa propriété et dont il était porteur.

En effet, en dépit des explications qui lui furent données par notre employé, chargé d'accueillir les fonctionnaires des Nations Unies à leur arrivée, l'Agent des douanes refusa de respecter l'accord signé entre l'ONUC et le Gouvernement congolais et aux termes duquel les effets personnels des fonctionnaires de catégorie internationale de l'ONUC, y compris une radio et un appareil de prise de vues, sont exemptés de droits de douane à l'occasion de la première entrée de ces fonctionnaires dans le pays.

Devant ce refus obstiné de l'Agent des douanes que la lecture même du texte de l'accord précité ne fit pas changer d'opinion, c'est à l'issue de près de trois heures de discussion, M. Stordeur fut invité à payer 1.606 Francs belges faute de quoi ses deux appareils ne lui seraient pas restitués.

Je ne permets d'attacher une copie photostatique du reçu passé par l'Agent des douanes. Je vous serais reconnaissant de donner ou de provoquer les instructions nécessaires pour que

Son Excellence Monsieur Justin BOMBOKO  
Ministre des Affaires Etrangères  
LEOPOLDVILLE

.../...



.../...

les agents douaniers soient rappelés au respect des accords concernant l'arrivée au Congo des fonctionnaires internationaux au service de l'ONU.

Je vous serais également obligé d'obtenir des autorités compétentes le remboursement à Monsieur Bardeur de la somme de 1,606 Francs belges qu'il a indûment payés à la douane.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

R.K.A. GARDINER  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo



C/Pol 000 Cent But

GVT/690/62

Le 12 octobre 1962

Veillez trouver ci-après la lettre datée du 5 octobre que le Directeur du Fonds Monétaire international, Mr. Jacobsson, a adressée au Secrétaire Général, et la réponse de ce dernier, en date du 11 octobre :

I- La lettre de Mr. Jacobsson et le document qui lui est annexé ont la teneur suivante :

"J'ai reçu votre câble du 1er octobre 1962, par lequel vous sollicitez l'assistance du Fonds pour la préparation d'un plan d'unification monétaire au Congo. Je suis heureux de pouvoir accéder à votre demande.

Comme vous le savez, le Fonds a fait bénéficier le Congo d'une assistance technique continue aussitôt après l'indépendance de ce pays. Le problème de l'unification monétaire a été porté par les Autorités congolaises devant la mission du Fonds Monétaire international, et les collaborateurs du Fonds se sont penchés sur cette question.

Vous serez, j'en suis sûr, d'accord avec moi pour penser que tout plan visant à l'unification des deux

.../...



monnaies qui circulent actuellement au Congo devrait être fondé sur une étude aussi approfondie que possible des développements, en matière de monnaie et de prix, qui se sont produits dans les deux parties du pays, depuis son indépendance. Notre personnel est au courant de la situation à Léopoldville, mais possède très peu d'informations sur les circonstances financières du Katanga depuis juillet 1960 et celles qui s'y rapportent. Les informations nécessaires peuvent aisément être cueillies sur place par des fonctionnaires. Je pense que la préparation d'un plan d'unification monétaire serait considérablement accélérée si les Autorités des Nations Unies pouvaient prendre des dispositions afin de recueillir immédiatement les informations nécessaires, et les transmettre au personnel du Fonds à Washington, au fur et à mesure que ces informations sont disponibles. Dans l'intervalle, le Fonds poursuivrait son étude du cadre du plan d'unification. Je me permets d'attacher une liste des informations requises.

La constitution d'un dossier des informations pertinentes constitue une étape indispensable dans l'établissement d'un plan d'unification, et il conviendrait d'y procéder sans délai. Mais vous vous rendez compte que, au Congo comme ailleurs, les questions de monnaie et de crédit, sont largement affectées par l'état de confiance, qui implique la confiance dans les mesures politiques. Cet aspect du problème doit naturellement être dûment pesé lorsque on en viendra à l'établissement final et à la mise en œuvre du plan, quel qu'il soit, d'unification des systèmes monétaire et financier du Congo.

Je vous suis reconnaissant de l'offre que vous me faites de mettre à la disposition de la mission du Fonds les services de votre Organisation pour tout ce qui touche aux voyages et à d'autres problèmes administratifs. De même que dans d'autres circonstances, les dépenses de voyage et autres de la mission seront financées par le Fonds, mais je



vous serais reconnaissant de toute aide que vos services pourraient prêter à la mission pour son logement et pour l'obtention de locaux de travail, ainsi que pour faciliter ses déplacements au Congo. Je vous communiquerai la composition de la mission avant son départ pour le Congo."

Signé : Per Jacobsson  
Directeur du Fonds  
Monétaire International



## ANNEXE.

Informations sur le Katanga dont le personnel du Fonds Monétaire International a besoin pour l'établissement d'un plan d'unification monétaire :

### 1- Finances publiques :

Recettes et dépenses effectives des Gouvernements pour les années 1960 et 1961, tant en ce qui concerne le budget ordinaire que le budget de capital, donnant une ventilation par catégories essentielles. Prévisions budgétaires pour 1962 présentées sur la même base.

2- Statuts monétaire et bancaire de la Banque nationale du Katanga et ses bilans mensuels depuis son établissement. Pour le cas où un tel bilan mensuel n'existerait pas, il conviendrait de nous fournir des données mensuelles sur :

- a- les avoirs et les obligations en devises ;
- b- le crédit au secteur public ;
- c- le crédit au secteur privé ;
- d- les chiffres relatifs aux dépôts à vue ou en compte d'épargne.

Sur la même base que ci-dessus nous avons besoin de données mensuelles sur les opérations des banques commerciales au Katanga.

Prière également de fournir des données sur les francs congolais et les francs katangaïs, émis pour être échangés contre des francs congolais depuis le début des opérations de la Banque nationale du Katanga.

### 3- Prix :

Prière de nous fournir toutes données disponibles sur l'indice des prix de détail, des prix de gros et du coût

.../...



.../...

de la vie depuis juillet 1960, en précisant de quelle manière ces indices ont été calculés.

Pour le cas où il n'existerait pas d'indices global des prix de détail, il y aurait lieu de procéder à un relevé sur les marchés d'Elisabethville, portant sur le prix de détail des mêmes biens de consommation qui sont actuellement inclus dans l'indice des prix de détail à Léopoldville que prépare l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université de Lovanium.

4- Salaires :

Veillez indiquer l'augmentation en % des salaires depuis juillet 1960, en distinguant entre les principaux groupes de fonctionnaires et les emplois privés.

5- Production :

Veillez mettre à notre disposition des données sur les productions minières, agricoles et manufacturières en 1960 et 1961, sur la base d'une discrimination entre les principaux produits.

6- Balance des paiements :

Prière de nous fournir des chiffres des exercices clos 1960 et 1961, et les prévisions pour 1962 des :

- 1) exportations ;
- 2) importations et licences d'importation établies ;
- 3) facteurs invisibles relatifs au commerce ;
- 4) autres recettes et paiements invisibles, indiquant séparément les transferts opérés par des individus et ceux qui sont le fait d'entreprises ;
- 5) données relatives aux transactions de capital.

.../...



7- Système de contrôle des changes :

Veillez nous fournir une description détaillée du système de contrôle des changes, y compris la manière dont est administrée l'obligation de remettre aux autorités les devises résultant de transactions, et la procédure selon laquelle sont autorisés les paiements d'importations, et ~~est~~ d'invisibles, aussi bien du type courant que pour des biens de capital.

Veillez nous faire tenir un exemplaire du règlement de contrôle des changes actuellement appliqué."



II- La réponse du Secrétaire Général a la teneur suivante :

"Merci de votre très aimable lettre du 5 octobre concernant l'assistance que le Fonds Monétaire international est disposé à nous prêter pour préparer un plan d'unification monétaire pour le Congo.

Je vous suis très reconnaissant de votre réponse si constructive.

Je vous écrirai à nouveau très prochainement ~~excequi~~ concerne l'assistance que l'ONUC devrait pouvoir donner à votre commission dans l'accomplissement de sa tâche.

Signé : U. Thant  
Secrétaire Général p.i. "



GVT/689/62

Le 12 octobre 1962

Nous avons reçu aujourd'hui 11 octobre la communication suivante du Ministre des Affaires étrangères, Président de la Délégation de l'Afrique du Sud :

"J'ai l'honneur de me référer aux communications, officielles et officieuses, qui ont été échangées entre vous même et le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès des Nations Unies, concernant des rapports non confirmés sur la vente ou la cession au Katanga d'avions par une Entreprise sud-africaine. Cette information a été immédiatement communiquée aux Autorités sud-africaines, et je viens de recevoir une réponse aux termes de laquelle ni des avions "Harvard", ni des avions "Mustang" n'ont jamais figuré au registre de l'aviation civile sud-africaine. Les forces aériennes de l'Afrique du Sud sont seules à posséder et à opérer des avions "Harvard" dans la République de l'Afrique du Sud. Le "Pretoria Light Plane Club" (club d'aviation), près de Pretoria, a entrepris de modifier un nombre limité d'avions "Harvard" des forces aériennes sud-africaines, et utilise ces avions aux fins d'entraînement.

Aucun de ces derniers avions, ni aucun autre avion "Harvard" n'a jamais été vendu, ou cédé d'une autre manière, à aucune entreprise ou organisation privée sur

.../...



le territoire de la République sud-africaine, ou ailleurs; pas plus d'ailleurs qu'à aucun gouvernement. Le Gouvernement sud-africain n'a pas davantage vendu ou cédé aucun avion au Katanga. La Force aérienne sud-africaine n'a jamais possédé ou opéré aucun avion "Mustang" en Afrique du Sud, pas plus qu'aucun avion de ce type n'a jamais été importé ou enregistré localement à des fins particulières. Au cours de ses opérations dans la guerre de Corée l'escadrille sud-africaine N° 2 était équipée avec des avions "Mustang", mais ces avions furent revendus au Gouvernement des Etats-Unis en Corée même.

Les Autorités sud-africaines n'ont pas davantage connaissance du mouvement de tels avions à travers l'Afrique du Sud, et sont convaincues qu'il serait virtuellement impossible qu'un tel mouvement ait lieu sans la connaissance des autorités de l'aviation civile ou des autorités douanières.

En ce qui concerne le rapport concernant les trois avions "Piper Comanche" et l'avion "Piper Tripacer", qui étaient antérieurement enregistrés en Afrique du Sud, ils furent livrés à des acheteurs dans la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland dans le cadre de transactions commerciales normales.

Le Gouvernement sud-africain n'est au courant d'aucune négociation qui aurait eu lieu à l'occasion de la vente d'avions belges aux Autorités katangaises dans le Rwanda et le Burundi. De toute manière il s'agit là de quelque chose qui échapperait entièrement au contrôle du Gouvernement sud-africain.

Nous avons noté que les accusations concernant une soi-disante vente d'avions au Katanga ont été communiquées à la presse et il a été indiqué, de surcroît, que le rapport de Monsieur Gardiner serait soumis demain, Vendredi, à votre Conseil consultatif pour le Congo.



Au nom du Gouvernement sud-africain je désire protester contre le fait que ce rapport, qui selon ses propres termes était fondé sur "des sources généralement dignes de foi", ait été publié avant que le Gouvernement sud-africain ait eu la possibilité de mener une enquête sur la question.

Il s'y ajoute le fait que la publication de ce genre de rapport non confirmé place un Etat membre des Nations Unies dans une situation nettement désavantageuse, en une question controversée, avant que le Secrétariat ait fait un effort sérieux pour étayer ses allégations. Vous avez sans doute noté que le rapport, tel qu'il a été remis à la presse, a déjà inspiré une attaque contre l'Afrique du Sud au sein des Nations Unies. A cet égard je suis obligé de relever que les allégations, auxquelles cette note se réfère, semblent constituer une tentative d'accréditer à nouveau les rumeurs d'une soi-disant offre de l'Afrique du Sud au Katanga de 40 avions "Harvard", rumeurs qui, comme vous le savez, ont été le sujet, en avril de cette année, d'une correspondance entre notre Représentant permanent et le Sous-Secrétaire chargé des affaires politiques.

En raison des conséquences sérieuses ~~se~~ qui découlent de la publication par le Secrétariat de rapports non confirmés, mon Gouvernement est obligé de vous demander qu'une copie de la présente lettre soit distribuée comme document officiel des Nations Unies.



C/Pol 000 Cent 6v

OVT/638/62

Le 12 octobre 1962

STANLEYVILLE - PROVINCE ORIENTALE

Message de H. Englund - Représentant de l'ONUC à Stanleyville

SITUATION POLITIQUE

"Un conflit entre les membres de la secte Kitawala et l'armée s'est produit ce matin sur la rive gauche. Les membres de la secte, auxquels le Premier Maire de Stanleyville avait interdit de tenir des réunions, s'étaient rassemblés dans leur temple et reçurent l'ordre du maire de la commune sur la rive gauche de la rivière d'interrompre leur réunion. Sur leur refus, le maire demanda à l'armée d'intervenir. L'armée demanda à ceux qui assistaient à la réunion de quitter le temple et de rentrer chez eux. Comme ils n'obéissaient pas à leurs ordres, un sergent major entra dans le temple et fut désarmé et maltraité. Un Sous-Lieutenant pénétra également dans le temple pour aider le Sergent Major et fut également désarmé et maltraité. Le Commandant de la Compagnie ANC ordonna alors à ses hommes de jeter des bombes lacrymogène sur la foule. En face du refus obstiné de la foule d'obéir aux ordres des soldats, le Commandant de la compagnie commanda le feu. Cinq membres de la secte auraient été tués et environ trente blessés. Le Sergent Major et le Sous-Lieutenant sont blessés, ce dernier sérieusement.

L'ordre aux forces de l'ANC d'intervenir fut donné par le Commissaire extraordinaire Ekombe qui serait arrivé aussitôt que le Maire le fit appeler. Le calme est revenu et la police maintient l'ordre.

Les effets personnels des politiciens congolais exécutés à Stanleyville en février 1961 auraient été retrouvés dans la maison de Salumu Bernard. Les valises contenant ces effets ont été ouvertes ce matin dans le bureau du Commissaire extraordinaire en présence d'une grande foule.



GVT/687/62

Le 12 octobre 1962

LULUABOURG - PROVINCE DU KASAI

Message de M. Packham, Représentant de l'ONUC à Luluabourg.

"Je me suis rendu à Bakwanga accompagné du Général de Brigade et ai eu une discussion avec Monsieur Mobutu et M. Konkolongu.

Deux bataillons de l'ANC sont actuellement cantonnés à Bakwanga et l'on se propose prochainement d'en détacher certaines unités dans les environs. Pour l'instant, les patrouilles s'effectuent au départ de Bakwanga. Messieurs Mobutu et Konkolongu ont déclaré l'un et l'autre qu'ils souhaitaient l'assistance des Nations Unies pour des visites aériennes à des points situés dans le Sud Kasai. Monsieur Konkolongu a indiqué que dans certaines régions, notamment entre Bakwanga et le Lac Munkamba, des petits groupes de Gendarmerie continuent à appuyer Kalonji.

Mon interlocuteur n'avait aucune information au sujet de la résidence actuelle de Kalonji, Kakonde ou Binanga, (selon une autre source d'information, ce dernier se trouverait dans la région du Lac Munkamba).

Messieurs Mobutu et Konkolongu ont affirmé qu'ils étaient certains de l'appui du gros des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> bataillons de Gendarmerie stationnés à Mwene Ditu et Kandajika, mais M. Mobutu a précisé qu'aucun contingent des troupes de l'ANC n'a encore été détaché vers ces localités avec lesquelles il n'existe apparemment aucun contact. Il a confirmé que le Colonel Kasongo, qui commandait le 3<sup>ème</sup> bataillon de Gendarmerie avait pris la fuite. Monsieur Konkolongu a indiqué aussi qu'il demanderait au Premier Ministre Adoula de demander aux Nations Unies de se faire représenter à Bakwanga en raison des difficultés actuelles dans le Sud Kasai et de détacher des Forces des Nations Unies.

Mon interlocuteur considère que la présence des troupes des Nations Unies est particulièrement nécessaire pour entraîner la Gendarmerie.



✓  
C/Pol 000 Cent  
Gvt

Léopoldville, le 12 octobre 1962

Notre réf: GVT/686/62

Notre représentant à Kindu a reçu le message suivant du Président provincial KANGA adressé à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de l'intérieur :

"Suite changement horaire Air Congo délégation gouvernementale Maniema conduite par Presgoupro arriver Léa Vendredi 12 oct 16 H local au lieu Oimanche 14 oct. Même avion prendront place Commispecial. Informer Min intérieur Kamitatu et Premier Ministre nous réserver accueil. Carence nos moyens télécommunications oblige passer par ONUC Kindu.



C/Pol 000 Cent Gvt

Léopoldville, le 12 octobre 1962

Notre réf: GVT/685/62

En raison du fait que Yav ne s'est pas présenté pour la réunion prévue à 9H00 Ngalula a annulé la réunion à 9H30. La prochaine réunion est prévue à 9H00 demain.



GVT/684/62

Le 12 octobre 1962

DECLARATION DE TSHOMBE AU CORPS CONSULAIRE.

MESSEigneurs PARA JE VOUS AI DEMANDE DE NOUS REUNIR POUR VOUS INFORMER SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DE L'APPLICATION DU PLAN DE RECONCILIATION NATIONALE. PARA JUSQU'ICI, DEPUIS NOTRE ACCEPTATION DE 3 SEPTEMBRE, NOUS N'AVONS PAS PERCEU NI DU COTE DES TROUPES DE L'ONU AU KATANGA, NI DU COTE DU GOUVERNEMENT DE LEOPOLDVILLE, LE MOINDRE SIGNE DE DEFIANCE. JE VOUS AI ECRIT A CE SUJET PAR MA LETTRE DU 27 SEPTEMBRE ET BIEEN D'AUTRES SIGNES DEFAVORABLES ALLONGENT LA LISTE QUE J'AI DRESSEE POUR VOUS PAR CETTE LETTRE. PARA. J'AI TENU LA SEMAINE DERNIERE DES ENVERGEMENTS QUE J'ESTIME DE LA PLUS HAUTE IMPORTANCE. MAIS JUSQU'ICI, LE PROJET DE CONSTITUTION FEDERALE N'A PAS VU LE JOUR, NON PLUS QUE LE PROJET DE LOI D'AMNISTIE. PARA. JE NE VEUX PAS DISCUTER EN CE MOMENT LES SIGNES DE MAUVAISE FOI APPARENTE QUI DIRIGE LE GOUVERNEMENT DE LEOPOLDVILLE DANS SA VOIANTIE D'OBTENIR DE NOUS L'EXECUTION DE TOUT CE QUI NOUS REQUIRerait A L'IMPUISSANCE POUR POUVOIR SE LIBERER DE L'OBLIGATION D'ETABLIR UN REGIME CONSTITUTIONNEL REELLEMENT FEDERAL ET, CORRELATIVEMENT, DE PROCLAMER UNE AMNISTIE GENERALE. PARA.

.../...



LE REFUS DE DISCUTER ET LE REFUS DE COMMUNIQUER LE PROJET DE CONSTITUTION FEDERALE TEMOIGNENT CLAIEMENT DE LA POLITIQUE SUIVIE PAR LE GOUVERNEMENT DE LEOPOLVILLE DANS L'EXECUTION DU PLAN DES NATIONS UNIES. LES MANOEUVRES QUI SE DEVELOPPENT A NEW YORK ET A LEOPOLVILLE CONTRE L'EXECUTION DU PLAN OU POUR UNE EXECUTION FAUSSEE SONT EGALMENT A NOTRE CONNAISSANCE. PARA. JE TIENS A LE DIRE SOLENNELLEMENT. NOUS NE NOUS LAISSERONS PAS PRENDRE PAR CES MANOEUVRES MONTES CONTRE NOUS. NOUS NE TOMBERONS PAS DANS LES PIEGES QUE L'ON NOUS TEND. NOUS NE NOUS LAISSERONS PAS NON PLUS ECARTER DE NOTRE LIGNE DE CONDUITE PAR LES PROVOCATIONS QUE CES MANOEUVRES CONSTITUENT. PARA. NOUS AVONS DECIDE DE CHERCHER PAR TOUS LES MOYENS LA RECONCILIATION NATIONALE DANS LA LIGNE DU PLAN DES NATIONS UNIES. NOUS POURSUIVREONS PAS A PAS DANS L'EXECUTION DU PLAN ET SANS ACCEPTER DE COMPROMETTRE NOTRE POSITION, NOUS IRONS, UNILATERALEMENT S'IL LE FAUT, JUSQU'AUX LIMITES DU POSSIBLE. PARA. DANS CET ESPRIT, NOUS AVONS FAIS ET NOUS PRENONS TOUTE UNE SERIE DE MESURES : PARA. PRIMO LE PONT DE LA LUBILASH VIENDRA D'ETRE RECONSTRUIT EN SUITE A NOS INSTRUCTIONS. J'AI DONNE L'ORDRE D'OUVRIR LE PONT DE LA LUBILASH A LA CIRCULATION DES TRAINS, EN VUE DE RETABLIR LES ECHANGES PAR CETTE VOIE QUE DEVIENDRA, JE L'ESPERE, LA GRANDE VOIE FEDERALE DES ECHANGES. PARA. AUSSI LONGTEMPS QU'UNE PAIX COMPLETE NE SERA PAS RETABLIE DANS UN CLIMAT GENERAL DE DETENTE, LE PONT SERA GARDE PAR NOS TROUPES. L'OUVERTURE DU PONT AURA LIEU ATRÉS BREF DELAI, MERCREDI 17 ET J'AI L'HONNEUR



DE VOUS INVITER A CETTE DATE A L'INAUGURATION DU PONT, A KANYAMA, PARA, DES VACHES DE CUIVRE Y PASSERONT. PARA. J'AI ESPERE QUE TOUT SERA MIS EN OEUVRE POUR ASSURER L'ACHEMINEMENT DES TRANSPORTS DEPUIS LA LUBILASH JUSQU'A LEUR DESTINATION ET INVERSEMENT, DANS DES CONDITIONS PARFAITEMENT ADEQUATES. PARA.

SECUNDO NOUS AVONS FOURNI ET NOUS FOURNISSONS AUX COMMISSIONS TOUTES INFORMATIONS RELATIVES AUX DEVISES ET AUX REVENUS PUBLICS DU KATANGA. NOUS SOMMES CONVAINCUS QUE LA DISCUSSION RAISONNEE A LAQUELLE ON ACCEDERA ENFIN DE PROCEDRA SUR LA BASE DE CES DOCUMENTS DOIT DISSIPER BEAUCOUP DE CONCEPTIONS IMAGINAIRES ET DE FAUX CALCULS ET VA PERMETTRE D'ABOUTIR A DES SOLUTIONS RAISONNABLES. PARA.

TERTIO LES COMMISSIONS PARAissent A PRESENT EN PLEINE ACTIVITE ET NOUS METTENT TOUT EN OEUVRE POUR ACCELERER LES TRAVAUX DANS TOUTE LA MESURE DES MOYENS ADMINISTRATIFS DONT NOUS DISPOSONS. PARA.

QUARTO MALGRE NOS EFFORTS, NOUS N'AVONS PAS ETE TENUS AU COURANT DES TRAVAUX PREPARATOIRES A L'ELABORATION D'UN PROJET DE CONSTITUTION FEDERALE. PARA. NOUS AVONS ENVOYE AVANT LE 25 SEPTEMBRE DES REMARQUES INSPIREES DU PLAN DES NATIONS UNIES SUR LA FUTURE CONSTITUTION FEDERALE. MAIS LE 27 SEPTEMBRE, LES EXPERTS REMETTAIENT DEJA LEUR PROJET. PARA. PAR UNE LETTRE DU 4 OCTOBRE AU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, NOUS AVONS DEMANDE COMMUNICATION DE PROJET. MR GARDINER NOUS A REPONDU LE 10 OCTOBRE QUE LE MOMENT DE CETTE COMMUNICATION



.../...

- 4 -

RELIAIT DE LA DECISION DU GOUVERNEMENT CENTRAL. PARA. LES DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES SONT LE PREMIER POINT DE LA BASE MEME DU PLAN DES NATIONS UNIES. ELLES DEVAIENT, EN VERTU DU PLAN, ETRE CONNUS AU MOIS DE SEPTEMBRE. PARA. PAR AILLEURS, NOUS AVONS ADRESSE A MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES LE 10 OCTOBRE LE TEXTE D'UN AVANT-PROJET DE LOI D'AMNISTIE. PARA.

QUINTO NOUS AVONS DECIDE DE METTRE IMMEDIATEMENT UNE SOMME EN DEVICES EGALE A DEUX MILLIONS DE DOLLARS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT CENTRAL. CETTE SOMME PROVISIONNE SUR LA PLACE DE LONDRES UN CREDIT DOCUMENTAIRE IRREVOCABLE OUVERT EN FAVEUR DU CONSEIL MONETAIRE. PARA. CETTE SOMME EST ETIALEMENT ET DEFINITIVEMENT VERSEE. NOUS NE POUVONS PLUS EN DISPOSER EN AUCUNE MANIERE. PARA. CE VERSEMENT NECESSITE DE NOTRE PART, COMME IL A ETE DEMONTRÉ CHIFFRÉ A L'APPUI EN COMMISSION, DES RESTRICTIONS IMPORTANTES DANS LA COUVERTURE DE NOS BESOINS ESSENTIELS. PARA. NOUS DESIRONS ASSURER LE RENOUVELLEMENT D'UN TEL VERSEMENT GRACE A LA REPRISE DES ECHANGES ET AUX MESURES TECHNIQUES QUI POURRONT ETRE PRISES EN COMMUN. PARA. EN VUE D'ACCELERER CETTE REPRISE DES ECHANGES ENTRE LE CONGO ET LE KATANGA, LE MONTANT EN DEVICES MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT CENTRAL LUI PERMETTRA D'UTILISER CE CREDIT IRREVOCABLE POUR REGLER LES DEPENSES NECESSAIRES AU REEQUIPEMENT ET A LA REMISE EN ETAT DE LA VOIE FEDERALE : LA LIAISON FERROVIAIRE ET PLUVIABLE MATADI-KATANGA VIA POST FRANCOU. PARA. MESSIEURS, J'AI L'HONNEUR DE REMETTRE A M. LE CONSUL

.../...



DE GRANDE BRETAGNE, LA COPIE DES INSTRUCTIONS DONNEES A CET EGARD A LA BANQUE NATIONALE DU KATANGA, PARA.

SEXTO NOUS AVONS DECIDE QUE LA COUNTERPARTIE EN FRANCS CONGOLAIS DE CETTE SOMME EN DEVICES, QUI DOIT ETRE PORTEE AU CREDIT DU KATANGA A LEOPOLVILLE, EST ELLE-MEME VERSEE AU GOUVERNEMENT CENTRAL, PARA. ELLE CONSTITUE UN VERSEMENT A VALOIR SUR LES REVENUS QUE LE KATANGA VERSERA AU GOUVERNEMENT CENTRAL CONFORMEMENT AUX RESOLUTIONS EN PREPARATION A LA COMMISSION DES REVENUS, PARA.

SEPTIMO ENFIN, J'AI DECIDE UNE NOUVELLE FOIS LA REOUVERTURE DES TELECOMMUNICATIONS AVEC LEOPOLVILLE ET J'AI L'HONNEUR DE VOUS INVITER, MESSIEURS LES CONSULS, A VENIR ASSISTER, SAMEDI 13 OCTOBRE A 10 HEURES, A CETTE REOUVERTURE SOLENNELLE A LAQUELLE NOUS PROCEDERONS EN VOTRE PRESENCE, PARA. VOILA L'ENSEMBLE DES MESURES DEJA EXECUTEES OU SUR LE POINT DE L'ETRE AVEC VOTRE CONCOURS QUI CONTRIBUENT PAS A PAS A L'APPLICATION DU PLAN DE RECONCILIATION NATIONALE, PARA. NOUS ESPERONS QUE NOUS RECEVRONS AUSSI SANS TARDER LES TEMOIGNAGES DE LA MEILLEURE VOLONTE DE RECONCILIATION NATIONALE DE LA PART DE TOUTES LES AUTRES PARTIES INTERESSEES ET NOUS COMPTONS SUR VOUS, MESSIEURS LES CONSULS, ET SUR VOS GOUVERNEMENTS, POUR ASSURER, PAR LEUR ACTION, L'EXECUTION LOYALE DE LA RECONCILIATION NATIONALE SUR LA BASE D'UNE CONSTITUTION FEDERALE, PARA. ELIZABETHVILLE, LE 11 OCTOBRE 1962, LE PRESIDENT DU KATANGA, MOISE TSHOMBE.



C/Po 6000 Cent Gvt

Léopoldville, le 11 octobre 1962

Notre réf: GVT/683/62

Monsieur,

En réponse à votre lettre N° CAB/221.00/1815/UN.02 du 10 octobre 1962, j'ai à l'honneur de vous informer que nous avons transmis les télégrammes N°s CAB/221.00/256/A.113 et CAB/221.00/254/GC.03 à leurs destinations respectives mais nous regrettons de ne pouvoir transmettre le télégramme N° CAB/221.00/254/GC.03 ci-joint car nous n'avons pas de communications avec GEMENA.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

J. Back  
Adjoint au Chargé  
des la Mission des Nations  
Unies au Congo.

Monsieur C. Mampouya-Manseot  
Secrétaire de Cabinet,  
Ministère de l'Intérieur  
LEOPOLDVILLE



CVR/682/62

Le 11 octobre 1962

Texte d'une lettre adressée par Monsieur Mathu à Monsieur Tshombe en date du 10 octobre 1962 (Reference KG-232).

" J'ai l'honneur d'accuser réception et de vous remercier de votre lettre No. SR/1281 du 9 octobre 1962 traitant d'une patrouille normale effectuée au Bureau de Poste et à l'ancien hôpital de l'ONU à Elisabethville dans la nuit du 8 au 9 octobre 1962.

Depuis quelque temps, des rapports nous signalent une activité anormale la nuit dans certains secteurs de la ville. Il était donc important que nos troupes y exercent une surveillance plus étroite pour ne pas compromettre leur sécurité. C'est pourquoi une patrouille composée d'un jeune officier et de 33 soldats transportés par une jeep et deux camions de 3 tonnes s'est rendue dans le secteur dont vous parlez ainsi que dans plusieurs autres de la ville. La patrouille n'a observé aucune activité anormale et est repartie convaincue que tout était calme dans le district à cette heure là.

Je tiens à souligner que votre lettre me semble exagérer quelque peu l'importance de ce contrôle. Les troupes de l'ONU peuvent circuler librement dans Elisabethville et c'est un droit qu'elles tiennent à exercer pacifiquement, bien entendu, comme elles l'ont fait d'ailleurs la nuit qui fait l'objet de votre plainte. RA

Il est par conséquent inexact de dire que les troupes de l'ONU se comportent à Elisabethville comme des forces militaires en opération de guerre ou se livrent à des manoeuvres préparatoires à une telle opération. La patrouille dont vous parlez était parfaitement normale compte tenu des circonstances expliquées ci-dessus.

Vous ne rappelez que le Katanga fait l'impossible pour trouver le moyen de réaliser le plan des Nations Unies et le mener à bonne fin. Nous tenons, nous aussi, à l'heureuse issue des délibérations qui se déroulent actuellement à Elisabethville. Vous reconnaissez vous-même que je ne suis déjà longuement entretenu avec vous à maintes reprises de diverses questions relatives au plan. Quant à votre allusion au cessez-le-feu, vous savez bien que l'ONU n'est en guerre avec absolument personne au Congo. La signature d'un cessez-le-feu est une question qui manifestement ne se pose qu'entre le Gouvernement central du Congo et les autorités katangaises conformément aux dispositions du plan.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération."



C/Pol 000 Cent Gvt

GVT/680/62

Le 11 octobre 1962

ELISABETHVILLE - Province du Katanga.

Réunion de la commission militaire.

La commission militaire dont la réunion avait été prévue pour 9 heures a commencé sa séance à 9 h.45 et l'a achevée à 11 h.45. Le retard avec lequel la séance a débuté a été dû à l'arrivée tardive des Délégués katangais. Le procès-verbal de la séance précédente fut de nouveau longuement discuté. La plupart des observations, portant sur des points de détail et sur des inexactitudes du procès-verbal, furent présentées par Monsieur Yav. Le procès-verbal fut recopié après accord des deux ministres sur tous les points litigieux. Il fallut pour y arriver une heure 5 minutes de discussion.

Mr. Ngalula pria Mr. Yav d'exposer ses vues sur les propositions du Gouvernement Central qui avaient été présentées à la séance antérieure. Au lieu de le faire Mr. Yav s'engagea dans une longue harangue alléguant que les conditions originelles, telles qu'elles avaient été formulées par Mr. Ngalula, et les contre-propositions des Katangais devaient faire l'objet d'une discussion plutôt que les nouvelles propositions. Mr. Yav ajouta que certains des points des propositions du Gouvernement Central présentées le 8 courant échappaient à leur compétence.

Mr. Ngalula fit valoir qu'à ses yeux ses nouvelles propositions constituaient un compromis entre ses propositions antérieures et celles présentées par la délégation

.../...



du Katanga. Mr. Yav déclara qu'il ne pouvait accepter ces propositions comme un compromis. Il laissa sans réponse une question précise qui lui fut posée par Mr. Ngalula, à savoir "Acceptez-vous ou n'acceptez-vous pas nos contre-propositions ?".

D'autres discussions véhémentes suivirent sur des sujets dont la plupart ne se référaient pas aux conditions d'un cessez-le-feu. En réponse à une question de Monsieur Ngalula sur le point de savoir ce que l'on entendait par le retour des troupes à leurs cantonnements, Mr. Yav indiqua que les troupes katangaises devraient retourner au Nord du Katanga, par exemple Albertville et Kabalo.

Mr. Ngalula clôtura la séance en déclarant qu'il n'accepterait jamais comme base de discussion aucune condition de cessez-le-feu qui serait en violation du plan U Thant.



Léopoldville, le 11 octobre 1962

Notre réf: GVT/679/62

1. "PRESIGOUPRO COMDISTRICT HAUT LOMAMI KABUNGWE KALIKONI MININTERIEUR ALB N° 11/MA/101062 VOUS SIGNALE AVEC AMERTUME LES ELEMENTS NEFASTES DU SUD ONT ATTAQUE INCENDIE VILLAGE MAKAKOMA KAYEYE MAZELE. LE BILAN DE VICTIMES SE SOLDAIT A 18 MORTS DANS LE VILLAGE DE KAYEYE. LES SOLDATS GARDIENS BARRIERE KABONDO SONT PORTES MANQUANTS. ON IGNORE LEUR SORT. VOUS CONFIRME QUE KAYEYE CHEF LIEU PROVISOIRE TERRITOIRE BUKAMA ETRE PRIS DIMANCHE 7/10/62 A 23 HEURES. AUTRE PART VOUS SIGNALE QUE GENDARMERIE KATANGAISE DIRIGE LE COMBAT DE 16 H A 23 H TOUS LES JOURS ET DE 4 HEURES A 6 HEURES DU MATIN TOUTE LA NUIT. DE PEUR QU'ELLE SOIT RETARDEE PAR AVION DE REACTION ONUC QUI PATROUILLE CETTE REGION DE 10 H DU MATIN TOUS LES JOURS. EN OUTRE SIGNALE AVOIR VU TOUS LES JOURS PASSAGE D'UN AVION COULEUR GRISE QUEUE VERTE. CET APPAREIL DANS UNE HAUTE ALTITUDE DONT LES INSCRIPTIONS SONT INVISIBLES A L'OEIL NU. TOUS VILLAGEOIS KAYEYE MAKAKOMA MAZELE KAKOMA SE TROUVENT A KIKONDOJA D'AUTRES EN BROUSSE. SERVICE DE RECEPTION LOGEMENT ALIMENTATION POUR ASSURER LEUR VIE ETANT ORGANISE. VOTRE DECISION PRIEE POUR FAIRE NECESSAIRE A CET EGARD OBLIGERAIT DES RECEPTIONS DU PRESENT. NYEMBO JOSEPH."

2. "PRESIGOUPRO ALB. PAR MANQUE DE MILITAIRES LA POPULATION DEMANDE LA DECISION FINALE PRISE A CE SUJET ET LE SECOURS IMMEDIAT DANS 24 HEURES. SECOMDISTRICT MALEMBA."



ELISABETHVILLE - PROVINCE DU KATANGA

Un accord a été réalisé sur tous les points au sein de la Commission des Revenus sauf sur le pourcentage des revenus revenant à chaque partie. La Délégation du Gouvernement central maintient le taux de 50 pourcent alors que la Délégation Katangaise implique un taux moins élevé et non spécifié pour le moment mais qu'ils proposent de proposer lors de la séance de demain. Ci-dessous le texte sur lequel l'accord s'est réalisé sauf sur le point I C où l'idée est acceptée mais le texte sera définitivement décidé demain :

I CENTRALISATION DU CONTROLE DES RECETTES DOUANIERES

- A) Le Gouvernement du Katanga marque son accord à la centralisation du Contrôle des recettes douanières.
- B) Au début de chaque mois, la direction des douanes du Katanga expédiera à la direction générale des douanes du Gouvernement central l'état des recettes brutes du mois précédent.
- C) Le Gouvernement Katangais marque son accord pour une "Commission de contrôle neutre" composée de trois techniciens d'une Organisation internationale, par exemple l'ONU, qui sera placée à la direction des douanes du Katanga.
  - un technicien auprès du receveur central
  - un technicien auprès du contrôle douanier
  - un technicien auprès du service d'inspection douanière

II RETABLISSEMENT DU TRAFIC COMMERCIAL

Le trafic commercial sera rétabli dans le plus bref délai entre le Katanga et le reste du Congo, particulièrement le trafic Katanga/Katodi. Les exportations minières du Katanga se feront par le port de Katodi à pleine capacité des moyens de transport, pour autant que l'écoulement des produits soit régulier. Le Gouvernement central interviendra auprès des transporteurs afin que ceux-ci assurent la bonne marche du trafic.

III VERSEMENT DES RECETTES DOUANIERES BRUTES.

- A) La direction des douanes du Katanga versera au compte du Gouvernement central auprès de la Banque du Katanga la part lui revenant.



- B) Les fiches d'encaissement de la Banque du Katanga mentionneront obligatoirement les numéros des documents douaniers se référant à chaque encaissement. Ces fiches seront envoyées régulièrement à la fin de chaque semaine au Conseil monétaire de Léopoldville.
- C) La Banque du Katanga informera quotidiennement le Conseil monétaire du montant des sommes encaissées et l'état du compte.
- D) Le Gouvernement du Katanga ouvre un compte auprès du Conseil monétaire à Léopoldville où sera versée la part lui revenant des recettes brutes sur toutes les exportations d'origine katangaise sortant par le port de Katadi.
- E) Les fiches d'encaissement du Conseil monétaire mentionneront obligatoirement les numéros des documents douaniers se référant à chaque encaissement. Ces fiches seront envoyées régulièrement à la fin de chaque semaine à la Banque du Katanga.
- F) Le Conseil monétaire informera quotidiennement la Banque du Katanga du montant des sommes encaissées et de l'état du compte.
- G) La part revenant au Gouvernement central sur les droits de douane du Katanga, tant à l'importation qu'à l'exportation sera deux pourcent sur les recettes brutes et deux pourcent restant au Katanga.

#### IV REDEVANCES DES CONCESSIONS MINIERES AU KATANGA

- A) Le Gouvernement du Katanga versera au compte du Gouvernement central auprès de la Banque du Katanga dix pourcent des redevances des concessions minières du Katanga au fur et à mesure des encaissements.
- B) Les fiches d'encaissement de la Banque du Katanga seront envoyées régulièrement au Conseil monétaire.
- C) Les comptes seront vérifiés par le Conseil Monétaire qui déléguera à Elisabethville un ou plusieurs vérificateurs qui auront accès aux documents nécessaires à l'exercice de ce contrôle.





MINISTÈRE DU TRAVAIL  
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

CABINET DU MINISTRE

Léopoldville, le 11/10/1962

N° 02/245/CAB.

A Monsieur R.K. GARDINER  
Chargé de la Mission des Nations-  
Unies au Congo

B.P. 7248

LEOPOLDVILLE/KALINA

*cc Miss Cray  
24/10*

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'accuser réception  
de votre lettre du 28 août ayant pour objet les jours  
fériés légaux.

Puisque vous me faites l'honneur de  
solliciter mon avis en cette matière, je vous dirai  
que je me suis toujours demandé pourquoi les Nations-  
Unies, par ailleurs respectueuses des lois des pays  
dans lesquels elles ont placé des missions d'assistance,  
ne se conforment pas en République du Congo à la  
législation existante.

Par ailleurs, je n'estime pas indiqué  
qu'un règlement d'ordre intérieur de l'Organisation  
soit susceptible de mettre en échec la législation  
nationale, ce qui me paraît quelque peu choquant.

Je ne prétends nullement que le seul  
fait de n'appliquer que 8 jours fériés légaux au lieu  
de 13 revête en lui-même une exceptionnelle importance,  
mais au point de vue psychologique, l'effet n'en est  
néanmoins pas heureux.

Je vous prie de trouver ci-dessous  
la liste des jours fériés légaux, telle qu'établie  
par le Décret Loi du 3 janvier 1961 :

- le 1er janvier - Nouvel an
- le 4 janvier : Martyrs de l'Indépendance
- le lundi de pâques
- le 1er mai : fête du Travail
- X -le jeudi de l'Ascension
- le lundi de Pentecôte.
- le 30 juin : anniversaire de l'Indépendance
- le 15 août: fête de l'assomption
- le 15 octobre: fête officielle du Chef de l'Etat
- le 1er novembre: fête de la Toussaint
- le 11 novembre: hommage aux morts pour la patrie.
- le 17 novembre : fête de l'Armée Nationale





MINISTÈRE DU TRAVAIL  
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

CABINET DU MINISTRE

Léopoldville, le .....

N° .....

Si l'un des jours fériés indiqués ci-dessous  
coïncide avec un dimanche, il est remplacé par le jour  
ouvrable précédent.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission,  
l'assurance de ma haute considération.

  
LE MINISTRE  
A. DIOMASUMBU.





GVT/677/62

Le 11 octobre 1962

ELISABETHVILLE - PROVINCE DU KATANGAMessage de Monsieur Ngalula en date du 10 octobre 1962

"Ainsi que je le craignais, des mines katangaises placées sur la route de Jadotville pour empêcher l'accès à cette ville ont à la suite de mauvaises manœuvres éclaté et endommagé un pont. Des gendarmes et policiers katangais ont été tués sur le coup. ON compterait plusieurs blessés dont certains gravement. Comme d'habitude, journaux et radio Katanga sont restés muets. De source absolument sûre une effervescence se manifeste dans les communes africaines d'Elisabethville contre l'obstination des dirigeants katangais de ne pas appliquer le plan U Thant. Radio Katanga qui en fait état sans préciser le pourquoi, s'est empressé d'ajouter que toutes les couches de population contactées pendant le week-end ont renouvelé leur confiance dans le Gouvernement du Katanga sic depuis le week-end des délégations de femmes katangaises habitant les communes demandent à Tshombe de signer la paix avec le Gouvernement central. Nous voulons la paix clament-elles. Le commun des mortels katangais en dehors des privilèges du régime ajoutent qu'ils en ont assez et que leurs dirigeants sont en train d'installer au sud Katanga une nouvelle Afrique du Sud. Ce même public se rend compte que les autorités sud katangaises n'ont rien à perdre, leurs familles et leur argent se trouvant en Belgique. Pour vous édifier sur la soi-disant discipline de la Gendarmerie katangaise, celle-ci avait récemment violé des religieuses et brisé des oses à certaines d'entre elles. Silence absolu et dans les journaux et à la radio sauf un bulletin paroissial d'Elisabethville qui a rapporté les faits en les déformant beaucoup d'européens de l'intérieur ont déjà déserter leur poste suite aux faits du même genre. Tout cela on ne le dit pas. Prière faire exploiter ces informations dans la presse et à la radio. Comme par exemple aussi le fait que nos frères katangais se sont représentés dans les commissions par des européens pendant qu'il prétendent être partisans de solution à la Banque à l'Africaine sic. Déploire inactivité notre information qui devrait rester en contact avec vous non pour publier comme telles les informations des commissions mais pour au moins exploiter certaines choses. On compte ici beaucoup d'amateurs de radio parmi les katangais. Ngalula."



C/Pol 000 Cent Gvt.

GVT/676/62

Le 11 octobre 1962

Monsieur le Premier Ministre,

Ces derniers temps, j'ai été saisi, à plusieurs reprises de demandes tendant à déployer les forces de l'ONUC dans diverses localités afin d'y assurer la sécurité de la population civile.

Cel est le cas notamment pour les localités de Kasongo et de Tshikapa. Or, ainsi que vous le savez parfaitement, l'ONUC ne dispose pas de forces suffisantes pour permettre leur déploiement dans toutes les localités où l'ordre public pourrait être troublé.

Dans ces conditions, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire le nécessaire pour que des détachements de l'Armée Nationale Congolaise soient placés dans les localités en question afin d'y assurer le maintien de l'ordre public.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma haute considération.

R.K.A. GARDINER  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo

Son Excellence Monsieur Cyrille ADOULA  
PREMIER MINISTRE DE LA REPUBLIQUE DU CONGO  
LEOPOLDVILLE

---



# ROUTING SLIP

TO

Mr. Macy

APPROVAL		NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE		FOR ACTION

It would be  
 difficult to refuse,  
 but Mr. Tett should  
 be consulted on the  
 form and manner  
 in which the info.  
 may be provided.

DATE

12/11.

FROM

me



# ROUTING SLIP

TO

Mr. Ahmed.

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Are you prepared  
to supply the  
Ministry of Justice  
with all the information  
requested.

DATE

12/10

FROM

A M



SL/LF.

RÉPUBLIQUE DU CONGO



CABINET  
DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Léopoldville, le 11 octobre 1962.

*11-10-62*

No :2487/E.42/110.

Objet : Immeubles occupés  
par l'ONUC en vertu de  
baux à loyer.

A Monsieur R.K. GARDINER  
Chargé de Mission des Nations Unies  
au Congo  
c/° LE ROYAL  
LEOPOLDVILLE/KALINA.

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur de vous demander, par la  
présente, de bien vouloir me communiquer la liste complète des  
immeubles occupés par l'ONUC en vertu de baux à loyer.

Vous m'obligeriez si vous vouliez y ajouter  
les noms des propriétaires et le montant du loyer annuel payé  
pour chaque immeuble et spécifier en quelle monnaie (franc congo-  
lais ou dollar).

Dans l'attente de votre prochaine communi-  
cation, je vous renouvelle, Monsieur le Chargé de Mission, l'ex-  
pression de ma haute considération.



LE MINISTRE DE LA JUSTICE  
ET GARDE DES Sceaux

*[Signature]*  
J. Chr. WEREGERERE.

*Reph-GVT 739*





CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

Léopoldville, le 11 octobre 1962.

Nº 4601/62/CAB/P.M.

Objet :  
Transport de Mlle Elisa-  
beth KALONJI

Monsieur le Chargé de Mission,

Dans le cadre de l'assistance technique des Nations-Unies, j'ai l'honneur de vous demander d'assurer le transport Luluabourg-Léopoldville de Mademoiselle Elisabeth KALONJI, fille de Monsieur le Vice-Président du Sénat.

Je vous en remercie d'avance et vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PREMIER MINISTRE

*Autorisé 24 Oct*  
*MR*



*Adoula*

Cyrille ADOULA.

A Monsieur le Chargé de la Mission  
des Nations-Unies au Congo  
LEOPOLDVILLE.



C/Pol 000 Cent Gvt

GVT/675/62

Le 11 octobre 1962.

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que des techniciens des Nations Unies sont disposés à procéder à la réparation des ponts sur la Piena, la Lye et Kapongolo.

Cependant, avant de procéder aux travaux nécessaires, il conviendrait d'obtenir l'assurance que les ponts en question seraient neutralisés.

Je vous prie de bien vouloir me marquer votre accord à ce sujet en vue de prendre toutes dispositions utiles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma haute considération.

R.K.A. GARDINER  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au  
Congo

Son Excellence Monsieur Cyrille  
ADOULA  
Premier Ministre de la République  
du Congo  
LEOPOLDVILLE



CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

N° 04732

CAB P M

Objet :

Annexe: 2

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur l'ordonnance n°169 prise par le Chef d'Etat en date du 8 octobre ordonnant la fermeture de certains bureaux douaniers et interdisant l'exportation du Congo d'aucun produit à moins que les dispositions nécessaires pour effectuer le paiement au Gouvernement Central des taxes et redevances exigibles n'aient été prises au préalable.

A cet égard, j'ai ce jour adressé une lettre à Monsieur le Président de l'Union Minière du Haut Katanga à Bruxelles. Cette lettre dont je vous adresse ci-jointe une copie, réitère l'avertissement donné par ma communication du 14 décembre 1961 concernant le paiement illégal par cette Société aux autorités du Sud Katanga des taxes et redevances dont elle doit s'acquitter.

J'ai également adressé par l'intermédiaire de l'Ambassade de Belgique une lettre au Gouvernement belge lui demandant de s'assurer que l'Union Minière cesse immédiatement le paiement illégal aux autorités du Sud Katanga de ces taxes et redevances. Une copie de cette lettre vous est également annexée.

Je me permets par la présente de solliciter l'assistance des Nations Unies afin de faire cesser ces paiements illégaux par l'Union Minière aux autorités du Sud Katanga et, si cela s'avère nécessaire, d'interdire toute exportation illégale des produits provenant des Mines et Usines de l'Union Minière.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, à l'assurance de ma haute considération.

LE PREMIER MINISTRE

Cyrille D. D.

A Monsieur U. TANT  
Secrétaire Général par intermédiaire



CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

N° 04731

/CAB/P.M.

Objet :

**Monsieur le Président,**

Je désire encore une fois attirer votre attention sur ma lettre du 14 décembre 1961. Le Gouvernement Central a reçu des informations selon lesquelles votre Société continuerait à verser au Gouvernement du Sud Katanga les taxes et redevances dont elle doit s'acquitter pour ses activités, et qui sont dues au Gouvernement Central.

J'insiste encore une fois sur le caractère illégal de la procédure adoptée par votre Société et vous avertis que votre Société doit cesser immédiatement le paiement aux autorités du Sud Katanga de ces taxes et redevances qui devront être réglées par des paiements directs au Gouvernement Central. Aucune excuse faite dans le but de justifier cette infraction à la loi de la part de votre Société ne sera admise.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments très distingués.

LE PREMIER MINISTRE

  
Cyrille ADOULA

A Monsieur le Président  
du Conseil d'Administration de  
l'Union Minière du Haut Katanga  
1, Rue Montagne du Parc  
BRUXELLES (Belgique)



CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

Léopoldville, le 10 octobre 1962

N° 4600/62

[CAB/P.M.]

Objet :

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que par Ordonnance N°169 du 8 octobre 1962, le Chef de l'Etat a prescrit la fermeture de certains bureaux douaniers et a interdit l'exportation du Congo d'aucun produit à moins que les dispositions nécessaires pour effectuer le paiement au Gouvernement Central des taxes et redevances exigibles n'aient été prises au préalable.

Conformément aux termes de cette ordonnance, je me permets par la présente de demander à votre Gouvernement d'intervenir auprès de l'Union Minière du Haut Katanga afin que cette société cesse immédiatement le paiement illégal, aux autorités du Sud-Katanga, des taxes et redevances dues au Gouvernement Central. Pour votre Gouverne, je vous prie de trouver en annexe copie de mes lettres adressées au Président du Conseil d'Administration de l'Union Minière du Haut Katanga respectivement en date du 14 décembre 1961 et du 9 octobre 1962 ainsi que celle de l'ordonnance précitée.

Le Gouvernement Central de la République du Congo appréciera vivement l'assistance du Gouvernement Belge pour que prenne fin immédiatement cette infraction à la loi congolaise par la Société en question.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Annexes: 3

LE PREMIER MINISTRE

Monsieur Paul Henri SPAAK  
Ministre des Affaires Etrangères  
de la République

Cythille ADOULA





MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
CABINET DU MINISTRE

*C/Pol 000 Cent Gvt*  
Léopoldville, le 10 octobre 1962

(1) N° CAB/221.00/1816/44.02

*Enfile -1105*

Réf. n° :

Annexe :

Objet :

Conférence des Présidents  
Provinciaux.

A Monsieur Robert GARDINER  
Chef de l'Opération Civile de l'Organisa-  
tion des Nations Unies au Congo.  
LEOPOLDVILLE/KALINA.

Monsieur le Chef de l'Opération Civile,

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous  
pli séparé, la lettre que j'adresse ce jour au Président  
Moïse TSHOMBE au sujet de sa participation à la conférence  
qui se tiendra à Léopoldville du 16 au 21 octobre 1962.

Je vous saurais gré de bien vouloir la lui  
faire parvenir par le premier courrier vers Elisabethville.

A toutes fins utiles, vous trouverez, en  
annexe à la présente, une copie de la lettre en question.

Le Premier Ministre insiste sur la trans-  
mission de la présente dont il demande également d'assurer  
une diffusion aux antennes nationales.

Je profite de cette occasion pour vous  
renouveler les assurances de ma haute considération.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,  
GOUVERNEMENT CENTRAL  
Cl. KAMITATU.  
CABINET du MIN. de l'INT.



10 octobre 1962

CAB/221.00/817/E.03

TRANSMIS copie pour information à :

Monsieur MUTAKA WA DILOMBA  
Président de l'Assemblée Provinciale  
du Sud Katanga à ELISABETHVILLE.

A Monsieur Moïse TSHOMBE  
Président du Gouvernement Provincial  
du Sud Katanga  
à ELISABETHVILLE.

Conférence des Présidents  
Provinciaux.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que du 16 au 21 octobre 1962, se tiendra à Léopoldville, une conférence dite "des Présidents Provinciaux".

Les Présidents Provinciaux seront accompagnés du Président de l'Assemblée Provinciale, des Ministres Provinciaux des Départements des Affaires Intérieures, des Finances, des Affaires Economiques et de la Fonction Publique.

En effet, les matières sur lesquelles porteront les discussions et débats relèvent en ordre principal de la compétence de ces Ministères.

Au cours de cette conférence, Monsieur le Premier Ministre donnera, entr'autres, communication du Projet de la Constitution Fédérale élaborée par les Juristes des Nations Unies.

L'ordre du jour de la conférence vous parviendra incessamment.

Puis-je vous demander de bien vouloir prendre toutes les dispositions pour rejoindre Léopoldville le 15 octobre au plus tard aux fins de participation à cette conférence importante pour le pays.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

  
Cl. KAMITATU



C/Pol 000 Cent Gvt

Léopoldville, le 10 octobre 1962

Notre réf: GVT/674/62

Ci-dessous je vous transmets les propositions katangaises ne matière de devises. Elles devront être discutées demain, 11 octobre à 9H00. Simba ne les accepte pas en tant que réponse positive au point qu'il a soulevé (voir mon cable du 9 octobre) :

LA DELEGATION KATANGAISE CRAINT QUE L'ORIENTATION ACTUELLE DES POURPARLERS N'ABOUTISSE A UNE IMPASSE PARCE QUE L'ON DISCUTE DE PRINCIPES AU LIEU DE S'ATTACHER A L'EXAMEN DES REALITES PRIMORDIALES AU POINT DE VUE ECONOMIQUE.

EN OUTRE, LES RENCONTRES SUCCESSIVES ONT FAIT RESSORTIR QU'IL EXISTAIT PROBABLEMENT DE PART ET D'AUTRE DE GRAVES LACUNES D'INFORMATION QUI RISQUENT, SI ELLES PERDURENT, DE FAIRE OBSTACLE A CE QUE LES PARTIES SE RENCONTRENT MEME SUR DES MATIERES QUI ONT L'ASSENTIMENT DE L'UNE ET DE L'AUTRE DELEGATION.

DANS LE DESIR DE REARMORER LES ENTRETIENS SUR DE NOUVELLES BASES, ET D'ARRIVER A DETERMINER AVEC PRECISION LES POSITIONS RESPECTIVES A L'EGARD DU PLAN DE RECONCILIATION, LA DELEGATION KATANGAISE DESIRERAIT CONNAITRE LES AVIS DE LA DELEGATION DE LEOPOLDVILLE CONCERNANT LES PROPOSITIONS SUIVANTES : I EXAMEN DES STRUCTURES FINANCIERES ACTUELLES DU KATANGA: LA DELEGATION KATANGAISE REMET A LA DELEGATION DE LEOPOLDVILLE UNE DOCUMENTATION COMPLETE, POUR L'ANNEE 1961 ET 1ER SEMESTRE 1962, MONTRANT DE MANIERE DETAILLEE ET SOUS DIVERS ANGLES LA STRUCTURE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS.

CETTE DOCUMENTATION A ETE ETABLIE PAR LA BANQUE NATIONAL DU KATANGA.



CETTE DERNIERE EN ATTESTE L'EXACTITUDE ET SE TIENT A LA DISPOSITION D'EXPERTS INTERNATIONAUX QUI POURRAIENT ETRE DESIGNES POUR TOUTES VERIFICATIONS.

LA DOCUMENTATION COMPORTE: 1. UNE NOTE DATEE DU 14 MAI 1962 AU SUJET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 1961. 2. UN TABLEAU DES RENTREES ET SORTIES EN DEVISES POUR 1961 (ANNEXE A LA NOTE PRECITEE SOUS 1.) 3. LA BALANCE COMMERCIALE DE 1961 EN EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS. 4. LA BALANCE COMMERCIALE EN SOLDES MENSUELS POUR L'ANNEE 1961. 5. LES EXPORTATIONS DES PRODUITS POUR L'ANNEE 1961 PAR PRODUIT. 6. RENTREES EN DEVISES POUR LE PREMIER SEMESTRE 1962 (PAR MOIS). 7. SORTIES EN DEVISES POUR LE PREMIER SEMESTRE 1962 (PAR MOIS). 8. BALANCE COMMERCIALE ET DES PAIEMENTS DES SOCIETES MINIERES PAR RUBRIQUES POUR 1961. 9. BALANCE COMMERCIALE ET DES PAIEMENTS DES SOCIETES MINIERES PAR RUBRIQUES POUR 1962. 10. COMMENTAIRES AU SUJET DES TABLEAUX SUB 8. ET 9. 11. NOTE COMPARATIVE AU SUJET DE LA DIFFERENCE ENTRE L'ANNEE 1961 ET LES SIX PREMIERS MOIS DE 1962. 12. LE LISTING COMPLET DES IMPORTATIONS PAR TARIF DOUANIER REALISEES ENTRE LE 1/8/1961 et LE 1/7/1962.

II. UNIFICATION PROGRESSIVE DES PROCEDURES EN MATIERE DE DISPOSITION DES DEVISES:

LA DELEGATION KATANGAISE PROPOSE QUE LA COMMISSION DES DEVISES S'ATTELLE IMMEDIATEMENT A LA TACHE D'ETABLIR LE RELEVÉ COMPLET DES DIVERGENCES EXISTANT, A LA DATE PRESENTE, ENTRE LA REGLEMENTATION ET LES PROCEDURES QUI'APPLIQUENT LE CONSEIL MONETAIRE A LEOPOLDVILLE D'UNE PART, ET LA BANQUE NATIONALE DU KATANGA A ELISABETHVILLE D'AUTRE PART EN MATIERE D'UTILISATION DES RECETTES EN DEVISES.

AFIN DE PROMOUVOIRE L'UNIFICATION PROGRESSIVE DE CETTE REGLEMENTATION ET DE CES PROCEDURES LA DELEGATION KATANGAISE PROPOSE:



QUE LE CONSEIL MONETAIRE ENVOIE UN DELEGUE PERMANENT AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DU KATANGA ET QUE LA BANQUE NATIONALE DU KATANGA ENVOIE UN DELEGUE PERMANENT AUPRES DU CONSEIL MONETAIRE. CES DELEGUES AURAIENT UN ROLE DE LIASON ET D'INFORMATION.

QUE SOIT CREEE UNE COMMISSION DE REUNION FEDERALE DESTINEE A CONCILIER LES DIVERGENCES DE VUES ET DANS LAQUELLE DES EXPERTS INTERNATIONAUX DE TRES HAUTE REPUTATION AURAIENT ROLE DE CONCILIATEUR ET D'ARBITRE.

QUE LE GOUVERNEMENT CENTRAL AGISSE AUPRES DE SES PARTENAIRES INTERNATIONAUX POUR QU'IL SOIT MIS FIN A LA DISCRIMINATION QUI CONSISTE A EXIGER DU KATANGA POUR SES ACHATS, LE REGLEMENT A L'AVANCE PAR CREDIT DOCUMENTAIRE PROVISIONNE ALORS QUE DES FACILITES DE PAIEMENT SONT OCTROYEES POUR LES LIVRAISONS AU GOUVERNEMENT CENTRAL.

PAR LE JEU DES ORGANES CI-DESSUS, OU PAR D'AUTRES PROCEDES A CONVENIR, LE CONSEIL MONETAIRE A LEOPOLVILLE ET LA BANQUE NATIONALE DU KATANGA A ELISABETHVILLE CHERCHERONT A INSTALLER LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE, MAIS DE MANIERE PROGRESSIVE, UN SYSTEME UNIQUE D'UTILISATION DES RECETTES EN DEVISES DONT ON PEUT ATTENDRE QUE L'EFFET SERA DE CREER DE PLUS GRANDES DISPONIBILITES POUR LE KATANGA.

AVANT DE S'ENGAGER DANS LA RECHERCHE DE CETTE REUNIFICATION, LE KATANGA DESIRE CEPENDANT QUE SOIT RECONNU COMME PREALABLE INDISPENSABLE L'IMPERATIF SUIVANT:

NI LA REUNIFICATION A OPERER, NI LE RYTHME DE CELLE-CI NE PEUVENT METTRE EN DANGER LE POTENTIEL QUE LE KATANGA A REUSSE A MAINTENIR ET DONT LES POLES SONT:

LES EXPLOITATIONS MINIERES - LES CADRE DES TECHNICIENS - LE RESPECT DES ENGAGEMENTS - LES IMPORTATIONS DE BIENS DE CONSOMMATIONS REPONDANT A DES BESOINS DE BASE.

### III. LA REPRISE DES ECHANGES:

AFIN DE POUVOIR VERSER AU GOUVERNEMENT CENTRAL UNE PART GRADUELLEMENT DE PLUS EN PLUS IMPORTANTE DE SES RESSOURCES, LE KATANGA DOIT ETRE MIS A MERE DE



RESTREINDRE DES DEPENSES A L'ETRANGER QUI ACTUELLEMENT SONT COMPRISES, ABSORBENT  
CEPENDANT L'ENSEMBLE DES RECETTES EFFECTUEES.

UNE REPRISE DES ECHANGES PERMETTRAIT A L'UNE ET A L'AUTRE PARTIE D'EVITER  
UN POURCENTAGE IMPORTANT DES SORTIES DE DEVISES QUI SONT ACTUELLEMENT PAYEES A DES  
PAYS TIERS.

B. EN CE QUI CONCERNE LE KATANGA, LE GAIN DE DEVISES QUI PERMETTRAIT DE  
REALISER LE RETABLISSEMENT DES ECHANGES ANTERIEURS PEUT SE CHIFFRER COMME SUIVANT :

PRIMO TRANSPORT, TANT A L'EXPORTATION QU'A L'IMPORTATION, PAR LA VOIE DE  
MATADI, ENVIRON PAR MOIS: 60 MILLIONS

SECUNDO ACHAT DES PRODUITS DES INDUSTRIES AGRICOLES - HUILE DE PALME  
ALIMENTAIRE 6,-MILLIONS DE FK PAR MOIS - INDUSTRIELLE 4,75 - DITTO - RIZ 3,-  
DITTO - MAIS 13, DITTO - GRAINES DE COTON 3,5 - DITTO - COTON 10,- DITTO- SUCRE 4,5 -  
DITTO - BOIS SCIE 1,- DITTO - CONTRE PLAQUE 0,5 DITTO - CACAO 0,75 - DITTO -  
DANANES 0,50 - DITTO - NOIX DE PENTAGLETRA 1,- DITTO- AMANDES PALMISTES 0,50 - DITTO-  
CAFE ROBUSTA 2,- DITTO ARABICA 2,- DITTO THE 1,- DITTO - TOTAL PAR MOIS ENVIRON  
62 MILLIONS.

TERTIO ACHAT DES PRODUITS DES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION - MARGARINE  
0,55 MILLION DE FK PAR MOIS - SAVON DE TOILETTE 0,40 - DITTO - SACS DE JUTE 0,25 -  
DITTO - CHAUSSURES 0,35 - DITTO - TOTAL PAR MOIS ENVIRON 1.5 MILLIONS.

QUARTO EN OUTRE LE KATANGA SERAIT DISPOSE, SI NECESSAIRE, A ORIENTER VERS  
LE CONGO SES ACHATS EN PRODUITS EN PROVENANCE DE L'AIDE AMERICAINE.

ACTUELLEMENT LES ACHATS EN ZONE COLLIER DU KATANGA SE CHIFFRENT A ENVIRON  
PAR MOIS 60 MILLIONS.

PAR CETTE REPRISE DES ECHANGES, LE KATANGA SERAIT MIS EN MESURE D'EVITER,  
A COURTE ECHEANCE, DES DEPENSES DE L'ORDRE DE 105 MILLIONS PAR MOIS, QUI POURRAIENT  
ETRE VERSEES AU GOUVERNEMENT CENTRAL.

UNQUOTE, UNQUOTE  
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX



SECTION TWO

CE CHIFFRE N'EST PAS, PAR AILLEURS, LIMITATIF ET POURRAIT VRAISEMBLABLEMENT ETRE GRADUELLEMENT AUGMENTER. PARA. A CET EFFET, IL EST REMIS A LA DELEGATION DE LEOPOLVILLE UN LISTING COMPLET DES LICENCES D'IMPORTATION VALABLES AU KATANGA PAR RUBRIQUE DOUANIERE. PARA. CETTE DOCUMENTATION PERMETTRA AU GOUVERNEMENT CENTRAL DE FAIRE TOUTES PROPOSITIONS UTILES POUR ELARGIR LA GAMME DES PRODUITS QUI PEUVENT FAIRE L'OBJET D'ECHANGES. PARA. C LES CONDITIONS PREALABLES QUI GERAIENT EN MESURE DE PROMOUVOIR UNE TELLE REPRISE DES ECHANGES SONT : PARA LA REMISE EN ETAT DE LA LIAISON RAIL ET LE RETABLISSEMENT DE LA SECURITE DU TRANSIT. PARA. REOUVERTURE DE L'AERODROME DE LA LUANO QUI PERMETTRAIT LA REPRISE DES ECHANGES DE PRODUITS NON POUSSIEREUX. PARA. LE RETABLISSEMENT DES TELECOMMUNICATIONS KATANGA/LEOPOLVILLE. PARA D. APRES DE MATERIALIZER SON DESIR DE RECONCILIATION NATIONALE, LE KATANGA S'ENGAGE A VERSER, DANS LES DELAIS LES PLUS BREFS ET SUIVANT DES MODALITES A FIXER, UNE SOMME IMPORTANTE EN DEVISES. PARA. CE VERSEMENT NECESSITERA DE LA PART DU KATANGA DES RESTRICTIONS IMPORTANTES DANS LA COUVERTURE DE SES BESOINS ESSENTIELS. IL DESIRE RENOUVELER UN TEL VERSEMENT, MAIS NE POURRA RECOMMENCER UN TEL GESTE QU'AU FUR ET A MESURE DE L'UNIFICATION DES PROCEDURES DE DISPOSITION DES DEVISES ET DE LA REPRISE DES ECHANGES. PARA. EN VUE D'ACCELERER CETTE REPRISE DES ECHANGES, LE KATANGA SOUHAITE QUE LE MONTANT QUI SERA MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT CENTRAL SOIT UTILISE PAR PRIORITE AU REQUIPPEMENT ET A LA REMISE EN ETAT DE LA LIAISON FERROVIAIRE ET FLUVIALE MATADI/KATANGA VIA PORT-FRANCOUL. PARA. POUR OBTENIR UNE MEILLEURE COORDINATION EN CETTE MATIERE DE TRANSPORT, LE GOUVERNEMENT KATANGAIS SOUHAITERAIT VOIR REINSTALLER LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE LE COMITE DE COORDINATION DES TRANSPORTS AVEC UNE PARTICIPATION EFFECTIVE DES COMPAGNIES AYANT LEUR ACTIVITE AU KATANGA. PARA.



.../...

DANS UNE OPTIQUE LUS LARGE, LE KATANGA SOUHAITE EGALEMENT LA REUNION  
D'UN CONSEIL ECONOMIQUE QUI POURRAIT ETRE ORGANISE SUR DES BASES TRANSITOIRES  
ET QUI PRIENDRAIT PROGRESSIVEMENT UNE STRUCTURE DEFINITIVE AU FUR ET A MESURE  
DE L'ORGANISATION DE CHACUN DES ETATS FEDERES. PARA. IV. LES POINTS QUI  
PRECEDENT SONT DES PROPOSITIONS QUI POURRAIENT RECEVOIR UNE MISE EN APPLICATION  
IMMEDIATE, PENDANT LA PERIODE TRANSITOIRE EN ATTENDANT LA PROMULGATION DE  
LA NOUVELLE CONSTITUTION FEDERALE. PARA. EN OUTRE LE KATANGA S'ENGAGE D'ORES  
DEVANT A VERSER SES REVENUS EN DEVISES ETRANGERES A L'ORGANISME QUI, DANS LES NOU  
NOUVELLES STRUCTURES FEDERALES SERA CHARGE DE LA GESTION DES AVOIRS EN  
MONNAIES ETRANGERES DU GOUVERNEMENT FEDERAL. PARA. IL S'ENGAGE, PLUS  
PARTICULIEREMENT, A FAIRE CONNAITRE A UN TEL ORGANISME, DES QU'IL SERA  
INSTALLE LA LISTE COMPLETE DES CORRESPONDANTS DE LA BANQUE NATIONALE DU  
KATANGA, AINSI QUE LE RELEVÉ DES AVOIRS EN DEVISES ETRANGERES CITE 2 CITE-CI.3



GVT/673/62

Le 10 octobre 1962

SITUATION A TSHIKAPA.

La région de Tshikapa est calme en ce moment en raison de la présence de deux compagnies de l'Armée royale nigérienne. Cependant la situation est très difficile. Quelques 6.010 Lulus, qui ont été transférés de la région de l'île de Tshikapa vers la fin de septembre au moment où des troubles y éclatèrent, campent toujours sur la rive droite de la rivière Kasai et sont de plus en plus impatients de rentrer chez eux. Si on les laisse faire les Batshiokos et les Bampendes qui résident sur la rive opposée de la rivière Tshikapa la traverseront certainement eux aussi en grand nombre pour se rendre dans l'île et il est probable que la lutte recommencera. Pour réduire ce risque il serait nécessaire de désarmer tout le monde dans la région, mais ceci entraînerait une opération de longue haleine.

Le Président Kaman'a de l'Unité kasaienne, qui se trouve actuellement à Léopoldville est censé avoir déclaré à la Radio de Léopoldville le vendredi 5 octobre qu'il avait eu "gain de cause", et que Tshikapa continuerait d'être la capitale de sa province. (L'impression jusque-là était que le Gouvernement Central ne désirait pas que Tshikapa soit la capitale).

L'opinion de Monsieur Stirtz de la Forminiére et des chefs de la Mission protestante américaine est que si

.../...



.../...

Tshikapa reste la ville capitale, la pression du Gouvernement de l'Unité kasaienne contre les Lulus dans la région s'accentuerait. (Ils sont d'avis que le Gouvernement provincial désirait établir la capitale à Tshikapa dans le but essentiel de mettre en oeuvre ses revendications territoriales et d'évincer les Lulus, et qu'en vérité le désir de ce Gouvernement est que Port-Francqui devienne la capitale). Cependant l'on pense aussi que si la capitale était actuellement transférée à Port-Francqui il en résulterait que si même la pression contre les Lulus était dans une certaine mesure atténuée, les Batshiokos et les Bampendes revendiqueraient les uns et les autres Tshikapa comme "leur" ville principale, et ces derniers essaieraient de chasser la Forminière et les Missions.

Quelle que soit la décision en ce qui concerne la situation de la capitale provinciale, la question des limites entre les provinces de Lulubourg et de l'Unité Kasaienne restera indéfiniment un motif de troubles étant donné qu'aucune délimitation de frontière ne sera acceptée de bon coeur par tous les intéressés. Il est donc évident que la région dans son ensemble risque de rester troublée pendant une durée indéfinie. (Je voudrais suggérer à cet égard que l'on pourrait conseiller au Gouvernement Central d'exercer une certaine pression sur les deux Gouvernements intéressés, celui de Lulubourg et celui de l'Unité Kasaienne, pour les engager à arriver à un accord sur la base du droit de chacun de vivre n'importe où, indépendamment de son origine ethnique. Les troubles actuels sont en bonne partie dus, à mon sens, à l'attitude des leaders et à des discours enflammés comme celui qu'a fait à la Radio le grand chef des Lulus Kalamba Mangole (voir mon CIV 990 du 17 septembre). Laissés à eux-mêmes les habitants de la région seraient sans doute moins

.../...



..../....

enclins à s'évincer et à s'entretuer).

Il me paraît souhaitable que les Forces des Nations Unies soient retirées de la région de Tshikapa et remplacées par un bataillon de l'ANC aussitôt que possible. A l'heure actuelle nous risquons de susciter le ressentiment des Lulus en les empêchant de retourner dans la région de l'île. Mais si nous les laissons y retourner, ce sont les Batshiokos et les Bampendes qui nous en voudront, à moins que nous prenions le risque de les laisser retourner eux aussi dans cette région. En tous les cas, nous avons rempli notre mission véritable qui était d'éviter la guerre civile et le maintien de la sécurité devrait à partir de maintenant être assuré par l'autorité compétente, à savoir l'ANC. De surcroît, il est de l'intérêt de tous que les Forces de l'ANC s'assurent le contrôle effectif dans la région de Tshikapa à un moment où les Nations Unies ont encore à Luluabourg des troupes qui pourraient intervenir en cas de besoin. Il est naturellement essentiel que le bataillon de l'ANC détaché à Tshikapa dispose de tous les moyens d'action logistiques, y compris les moyens de transport lui permettant d'effectuer des patrouilles efficaces dans la région et des moyens de communication par TSF avec Luluabourg.

Mr. Stirtz et les chefs des Missions protestantes ont fait savoir qu'ils seraient disposés à rester après le remplacement des troupes des Nations Unies par un bataillon de l'ANC, à condition que leurs personnes et leurs biens soient effectivement protégés. A cet égard Mr. Stirtz m'a informé que la SOCOMINKA (qui s'occupe de la vente au détail de biens de consommation à Tshikapa) a subi des pertes d'un montant total de 15 millions de francs (soit la moitié à peu près de son capital) et qu'il n'est pas certain que cette Société soit disposée à poursuivre ses affaires dans cette région.